

Le libertaire

Redaction :
Administration : N. FAUCIER
72, rue des Prairies, Paris (20^e)
(Chèque postal : N. Faucier 1165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"
FRANCE : Un an... 22 fr. Six mois... 11 fr. Trois mois... 5 fr. 50
ÉTRANGER : Un an... 30 fr. Six mois... 15 fr. Trois mois... 7 fr. 50
Taxes postales : N. Faucier 1165-55

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES A PROPOS DU RÉGIME RUSSE

L'OPPOSITION TROTSKISTE

Nous voici à la veille de l'ouverture de la campagne électorale en vue des élections municipales, bien que depuis un certain temps déjà, on ait pu voir dans nombre de circonscriptions, des candidats par trop impatients, entretenir leurs futurs électeurs, de leur mérite et de leur si intéressante personne et cela avec les artifices d'usage en pareil cas, jugés aptes à capter le plus grand nombre possible de suffrages.

Les compétitions seront cette année d'autant plus rudes et acharnées, que la Chambre vient de voter à son tour le mandat municipal de six ans. Magnifique gâteau offert à l'appât des conseillers municipaux, au moins en ce qui concerne la municipalité parisienne qui, ainsi qu'on le sait, bénéficie de certaines indemnités, de certaines faveurs comme les députés.

Il est vrai qu'en général le titre de conseiller municipal n'est jamais dédaigné même dans les petites villes et villages où la fonction ne donne droit à aucune indemnité et à aucune faveur ce qui est plus rare. Il est toujours bien coté en effet de faire partie d'une Assemblée municipale, et pour peu que l'on soit dans la « mercante » cela devient fort profitable.

Les vieux requins du Sénat n'ont donc pas perdu le nord en votant le mandat de six ans ; ils ont fait preuve en l'occurrence d'une compréhension parfaite de leurs petits intérêts électoraux. N'est-ce pas, en effet, l'année prochaine le renouvellement d'un tiers du Sénat ?

Nul doute que ces messieurs du haut aquarium, n'aient escompté en retour la gratitude des conseillers municipaux qui, abondamment servis, ne pourront raisonnablement que voir d'un bon œil le renouvellement de leur mandat sénatorial et les remercier ainsi de leur touchante sollicitude.

Le morceau en valant la peine, le spectacle ne peut manquer d'être du plus pittoresque. Il y aura record en tout ; c'est assez dire que les candidats, selon une tradition bien établie, se houpilleront d'importance, les concerts de vociférations, les torrents d'injures et de calomnies vont se mêler, s'entrecroiser en une symphonie assez divertissante à nos oreilles anarchistes.

Sans compter qu'en vertu de la même tradition, le « peuple souverain » ne manquera pas de se passionner devant un pareil débâcle, ponctuera le tout de force horions ; ainsi qu'il sied : les échymoses et les « fêlures de tibia » seront amplement distribuées.

Parallèlement, à la lutte des candidats, les partis vont se livrer à une lutte de haute stratégie. Il ne s'agit rien moins que de démontrer, pour les partis dits de gauche, que le collège électoral blâme la ligne politique suivie par le Gouvernement et sa majorité.

Cette dernière, déclarent ces partis, est une majorité fictive, n'ayant aucune base dans le pays, n'étant par conséquent pas l'expression de la majorité réelle du pays. Elle fut élue sous le double signe de l'Union nationale et du poincarisme à la faveur d'une atmosphère de panique financière artificieusement entretenue. Il n'est pas douteux, proclament-ils, que le collège électoral ayant été abusé grâce au mirage de l'Union nationale, ne vote cette fois avec « clairvoyance et conscience ».

Et de pousser de hauts cris, pour la galerie, contre le vote autorisant les Congrégations, mais en oubliant de dire que nombre de celles-ci purent entrer, autorisées par les hommes les plus représentatifs de ces partis de gauche étant au pouvoir.

De ce fait, les élections municipales auront sans aucun doute, autant qu'il soit possible, en tenant compte des intérêts locaux, un caractère politique plus marqué et les résultats en général auront une signification politique déterminée.

Les partis de gauche espèrent, si toutefois le résultat est conforme à leur désir, entraîner de leur côté les éléments hésitants qui siègent au centre du Palais-Bourbon et qui depuis un certain temps marquent une préférence pour la droite, et ainsi reprendre les rênes du pouvoir. Cette éventualité est ardemment souhaitée dans les rangs de la gauche où se manifestent certaines impatiences. On sait avec quelle amertume le parti radical se voit exclu du pouvoir et combien il supporte péniblement d'être dans l'opposition.

Il va sans dire que, quels que soient les résultats, et la ligne politique de demain, ce sont là des faits qui ne nous intéressent que fort médiocrement, qui ne peuvent avoir et n'auront qu'une répercussion relativement faible ou nulle dans les milieux sociaux.

Cependant il convient de suivre attentivement les diverses phases de l'évolution politique d'un pays, les examiner et en tirer des conclusions et des arguments concrets.

Présentement à la lumière des faits qui se succèdent, il nous sera facile au cours de cette campagne, période particulièrement propice, de dénoncer la nocivité de la poli-

tique, l'impuissance de plus en plus apparente des partis politiques en face des événements quotidiens qui ne font que précipiter leur décadence.

Nous profiterons donc de cette période d'exercice de la démocratie » comme le proclament les pontifes, pour faire entendre la parole anarchiste, amener les électeurs vers la saine raison et à cette conclusion :

A l'encontre de certain parti à verbiage révolutionnaire mais singulièrement opportuniste surtout en période électorale, seule la révolution sociale en vue de l'établissement du communisme libertaire apportera à l'humanité la seule solution.

J. RIBEYRON.

Pour une solidarité, de longue haleine, en faveur de Makhno

Quelques camarades connaissant personnellement Makhno et l'existence particulière qu'il mène, qui savent combien ce vaillant militant frôle de près chaque jour la misère, ont pris sur eux de fonder un Comité qui a pour but de ramasser les fonds nécessaires pour assurer à Makhno une vie matérielle moins misérable.

On lira ci-dessous leur appel.
L'Union anarchiste, qui ne peut qu'approuver cette initiative, demande à ses adhérents et aux lecteurs du Libertaire de répondre favorablement, dans la mesure de leurs moyens, au Comité Makhno. — L'U. A. C. R.

Tout le monde connaît aujourd'hui la belle figure de celui qui a été à la tête des masses paysannes ukrainiennes insurgées. Et la vie agissante de Nestor Makhno restera, dans le mouvement pour la libération des peuples, comme un grand exemple de courage et d'abnégation révolutionnaires.

Né en Russie, à Goulai Polé, le 27 octobre 1889, d'une famille de paysans pauvres, Makhno connu à l'aube de sa vie une existence de misère ; à sept ans, il était pâle, ensuie, garçon de ferme, puis fondeur. Au contact d'une exploitation féroce, il acquit vite la haine des maîtres. La révolution russe de 1905 en fit un jeune révolutionnaire et à dix-sept ans, il se trouvait dans les rangs des anarchistes.

Makhno participa, alors, aux actes les plus osés de la lutte contre le tsarisme. En 1908, il est jeté en prison et condamné à être pendu. Sa peine est toutefois commuée en celle des travaux forcés à perpétuité. Enfermé à Boutirki, prison de Moscou, notre camarade se rebelle contre les gardes-chiourmes brutaux. Il passe une grande partie de son emprisonnement au cachot, mais pendant neuf années, d'une très dure captivité, il tient bon et reste fidèle à ses convictions. La révolution russe le libère le 1^{er} mars 1917.

Nestor Makhno ne songe pas à se reposer. Il se lance dans la mêlée révolutionnaire et il se révèle un organisateur de premier ordre.

A la tête du mouvement fédéraliste ukrainien, Makhno mène la lutte contre Kérensky, Denikine, Wrangel, contre les bolchevistes aussi, car les paysans d'Ukraine entendaient pousser la révolution jusqu'au but suprême : « La libération définitive du peuple ».

Après quatre années de sacrifices héroïques, les insurgés fédéralistes ukrainiens sont écrasés. L'ordre des bolchevistes règne en Ukraine comme dans les autres parties de la Russie.

La tête de Makhno est mise à prix par les gouvernements russes. Mais notre ami parvint à se réfugier en Pologne où il est arrêté ainsi que sa compagne, qui accouche en prison et y allaite de longs mois son enfant.

Ils sont enfin libérés. Et pour tous les trois, lui, sa femme et leur fille, commence la vie lamentable des exilés. Cette vie d'exilés est aggravée du fait que Makhno, blessé de toutes parts et miné par une maladie qui ne pardonne pas, ne peut travailler.

Ils sont tous les trois en France depuis quelques années ; ils habitent Paris, où la solidarité des camarades russes d'Amérique et de quelques amis français, les a sauvés, jusqu'ici, d'une trop grande misère.

En raison de cette douloureuse situation, les signataires de ces lignes prennent l'initiative de s'adresser aux camarades et aux organisations sympathiques de tous les pays et leur demandent de mettre Makhno à l'abri du dénuement en prenant la décision d'envoyer, aussi régulièrement que possible, une somme qu'ils fixeront eux-mêmes, selon leurs moyens, au Comité qui vient de se créer.

Remerciements anticipés aux uns et aux autres.

Barbé, Boucher, Lily Ferrer, Hanssard, Lecoq, Le Meillour, Nadaud, Gaston, Rolland, Voeltzel.

NOTA. — Adresser les fonds — mensuellement autant que possible — à Couderc, 101, rue de Charonne, Paris. (Chèque postal, Couderc, 521-48, Paris).

C'est avec satisfaction que nous publions ci-dessous l'article de notre camarade Lazarevitch ; ce n'est pas que nous n'ayons pas à faire certaines réserves sur certains passages, mais il est quant au fond très intéressant et fort documenté.

Le bannissement de Trotsky est l'événement qui, actuellement, fait sensation, à travers la presse bourgeoise ; ce n'est pas seulement le mouvement ouvrier qui est touché, mais même le grand public qui ne marche que quand les journaux à millions d'exemplaires attirent son attention sur un fait. C'est ainsi qu'enfin, malgré toutes les barrières érigées par le Gouvernement russe, cet épisode permet d'apercevoir en Russie l'existence indiscutable d'un mouvement d'opposition communiste, non seulement dirigé par une pléiade d'hommes remarquables comme intelligence et connaissance, mais commençant aussi à jouir d'une influence et d'une sympathie grandissante dans le prolétariat russe.

Les anarchistes ouvriers sont donc obligés, par la force des choses, à analyser ce mouvement et à déterminer l'attitude pratique à observer envers lui. Les trotskistes, derniers venus dans la lutte contre le Gouvernement russe, ont une position qui a un point de vue immédiat est plus favorable que celle des anarchistes ; en effet, ils viennent de quitter l'appareil gouvernemental, mais ils ont conservé beaucoup de relations dans l'Administration, dans la poste, à l'armée, dans la flotte, voire même dans le Guépou ; cela leur permet une action clandestine plus vaste. Ils ont tout un réseau de cellules d'usines, propagant au cours des derniers temps, non seulement des tracts paraissant à l'occasion de chaque événement important, mais même des organes plus ou moins réguliers.

Que penser de ce mouvement ? La tête comprend des hommes qui, jusqu'aux derniers jours, occupèrent des postes très considérables dans le Gouvernement russe.

Dans l'énumération que fait Trotsky dans ses derniers écrits, on relève des figures telles que celles de Biélobrodov, ancien commissaire à l'Intérieur, ayant donc collaboré directement et intimement à l'activité de la répression antiouvrière, s'exerçant sur les anarchistes et les syndicalistes, avant de frapper les trotskistes. D'autre part, il ne faut pas oublier le rôle primordial de Trotsky dans l'écrasement de Cronstadt. N'est-il pas significatif de constater que, dans la liste des « meilleurs », citée par Trotsky manque Saporonov, symbole d'une renaissance d'opposition ouvrière plus nette et plus précise.

Trotsky n'affirme-t-il pas que son attitude, non seulement envers la révolution et le pouvoir soviétique, mais aussi envers la doctrine marxiste et le bolchevisme (qui, aux yeux de tout analyste sérieux, ont leur part de responsabilité dans la situation actuelle) demeure invariable ?

Tout récemment, n'a-t-il pas placé les anarchistes sur le même plan que les social-démocrates et la réaction ?

Mais quels sont donc les facteurs réels, poussant l'opposition trotskiste à l'action ? Quelle est la classe dont elle défend les intérêts ?

Pour répondre à cette question, il faut songer à l'affirmation menaçante d'une

tendance dite de droite, au sein du parti gouvernemental russe. La dictature des intellectuels, instaurée en Russie, se trouve plus que jamais en butte aux difficultés découlant de la situation de ce régime isolé dans le monde. Par sa politique antiouvrière, cette dictature a perdu bien des sympathies dans le monde ouvrier ; mais son aspect antibourgeois, son organisation de l'Etat patron monopoliste, cherchant à s'affirmer contre le patronat privé russe et étranger, contre les riches agrariens en formation, dresse contre elle le reste du monde capitaliste à l'extérieur et les koulaks à l'intérieur. Une partie de la classe de l'intelligentsia, symbolisée par les Rykov, les Boukharine et consorts, prise de peur en face des difficultés grandissantes, voudrait capituler ; elle entraîne dans sa panique les Staline et Molotov, qui ne cherchent, par leur phraséologie bruyante, qu'à mieux dissimuler cette retraite.

Les chefs trotskistes, ces révolutionnaires intellectuels conséquents voudraient barrer la route à cette fuite ; ils ont compris qu'il serait difficile d'amener le prolétariat russe exploité et maté à les soutenir, de là le côté ouvrier de leur programme et de leur tactique, qui semble avoir une certaine prise sur les masses ouvrières de Russie.

Il importe de comprendre la position des ouvriers trotskistes, il ne faut pas les écarter brutalement en raison de la position de classe de leurs chefs.

Ces prolétaires sont venus à l'opposition parce que celle-ci revendique plus de liberté d'action pour la classe ouvrière.

Les mois d'ordre lancés du côté trotskiste au cours de la campagne du renouvellement des contrats collectifs, engageant à se défendre contre l'état de l'Etat patron comprimant de plus en plus les salaires ouvriers, réduisant à néant les dernières traces de contrôle, ont forcément parlé droit aux aspirations prolétaires. Tout ceci qu'il y a d'autonomie, de proba, de dévoué à la Révolution d'Octobre dans les usines ne pouvait manquer à son devoir, devait manifester son accord dans la lutte contre les capitulards prêchant un retour aux conditions « normales », c'est-à-dire bourgeoises de l'existence. Enfin, l'envoi au bagne et en exil de centaines et de milliers de trotskistes ravivaient la douleur et la haine de ceux qui, hier encore, étaient envoyés par ces mêmes trotskistes, avec la même absence de contrôle prolétarien ; les trotskistes d'aujourd'hui partent eux aussi pour leur martyre, sans que l'on daigne seulement porter à la connaissance du prolétariat leurs arguments de défense.

C'est justement parce que nous, anarchistes ouvriers, comprenons ce qu'il y a de juste dans ce travail de résistance au retour offensif des bourgeois et des koulaks, qu'il nous appartient de démontrer l'insuffisance des moyens préconisés par les intellectuels révolutionnaires.

Trotsky affirme aujourd'hui encore sa « foi » en la parfaite vitalité et élasticité du régime soviétique. Les ouvriers trotskistes comprendront aisément l'innanité de cette foi, en songeant à la façon dont sont pratiquées les élections aux Soviets dans leurs ateliers ; ils ne pourront, en restant honnêtes avec leur classe, donner ce nom glorieux aux assemblées serviles se réunissant pour des votes unanimes, ne rendant que rarement compte de leur activité, ne

sachant même pas où se trouvent les cahiers remis par leurs électeurs assez naïfs pour leur transmettre des indications systématiquement négligées.

Trotsky parle de « voie de réforme intérieure ». Les ouvriers trotskistes n'entreprendront pas dans cette voie ; ils savent, par leur propre expérience, qu'ils ont en face d'eux des administrateurs d'usine, des policiers, des gouvernants qui n'hésitent pas à affamer, à emprisonner, à déporter les prolétaires mécontents ; ce sont ces gens-là qui vont prendre l'initiative des « réformes intérieures » ? Est-ce à ces exploitateurs que les ouvriers trotskistes vont confier le soin d'appliquer ces « réformes » ? Peut-on croire que cette clique abandonnera ses positions sans résister par la violence ?

Les chefs trotskistes protestent avec indignation contre l'application de l'article 58, condamnant sans jugement pour activité contre-révolutionnaire, lorsque le Guépou dirige cet article contre eux ; mais les anarchistes ouvriers demanderont aux prolétaires de l'opposition s'ils continuent comme par le passé à admettre que, sans contrôle de notre classe, ce qualificatif de « contre-révolutionnaire » puisse être accolé suivant le bon plaisir des policiers rouges à d'autres ouvriers que les trotskistes.

Nous voulons croire que la tactique des oppositionnels belges limitant leur protestation aux trotskistes persécutés sera rejetée par les oppositionnels de la base ; ils auront compris qu'il ne s'agit pas d'erreurs occasionnelles du Guépou, mais d'un vice organique d'un appareil créé soi-disant pour une besogne de défense sociale, mais ayant dégénéré en organisme de répression antiouvrière, parce que s'étant soustrait au contrôle du prolétariat.

Enfin, rien, dans le programme actuel des théoriciens trotskistes ne nous laisse entrevoir qu'ils aient révisé leur attitude en face des syndicats. Leurs dernières déclarations ne contiennent pas un mot à ce sujet. Il ne suffit pas de dire que « l'opposition est profondément convaincue que ce n'est pas Staline qui aura raison du parti, mais que c'est le parti qui aura raison de Staline. En face de cette phrase, le fait réel, brutal, net, d'un parti corrompu, dégénéré, au service d'une clique, aujourd'hui n'est plus discutible. Il faut savoir profiter des leçons de l'Histoire. C'est à cette besogne que nous convions nos frères de classe les ouvriers de l'opposition communiste.

Pratiquement, en Russie surtout, mais également dans les pays capitalistes, nous devons les aborder comme des amis. Ce sont des prolétaires haïssant nettement la bourgeoisie. D'un autre côté, ils souffrent encore des déceptions subies par suite de l'évolution du régime que subit la Russie ; ils comprennent l'essence antiouvrière de celui-ci, entraînent encore par la valeur, l'intelligence, le savoir des intellectuels qui, guidant, ils hésitent à se désolidariser de ceux-ci, même quand ils sentent que ces chefs ont eu l'occasion d'appliquer leur tactique et qu'ils ont leur responsabilité dans la situation actuelle.

A nous d'être assez intelligents pour faire réfléchir les prolétaires de l'opposition sur l'expérience passée et avancer ensemble dans la voie de l'anarchisme ouvrier, celle du syndicalisme révolutionnaire.

N. LAZAREVITCH.

LA REPRESSION BOLCHEVISTE

Le 6 novembre 1928, exactement à la veille de la fête de la révolution d'octobre, les camarades Nicolas Belaïeff et deux autres, tous exilés à Minoussinsk, furent arrêtés sans motif. Ils furent relâchés douze jours après. Leur arrestation fut expliquée par un malentendu.

Le camarade Jean Kabass-Tarassius, exilé à Petropavlovsk, est transféré à Kokchetav, petite ville à 280 kilomètres de Petropavlovsk.

Le camarade Kalimassoff a été déporté dans un village perdu. Ne parvenant pas à trouver du travail, privé de tous les moyens d'existence, il était condamné à mourir de faim. D'autre part, les autorités l'isolèrent moralement, il ne recevait pas de correspondance et subissait d'autres restrictions. Ces circonstances l'obligèrent de quitter le petit village pour se rendre en ville. Il y fut arrêté au mois de septembre dernier et mis en prison à Atschinsk. Son sort ultérieur nous est inconnu.

Selon les dernières nouvelles reçues, mais sous réserves, le camarade Aron Baron, exilé à Tachkent, vient d'être de nouveau emprisonné.

Le sort tragique de notre camarade

I. Chkolnikoff

Plusieurs fois déjà, nous avons parlé de notre camarade I. Chkolnikoff, cet ouvrier anarchiste qui, depuis des années, languit dans les prisons et les lieux d'exil bolchevistes et dont le seul crime est d'avoir des convictions libertaires.

Militant actif, le camarade Chkolnikoff prit part, d'abord, au mouvement ouvrier de l'Amérique du Nord. En 1917, il rentra en Russie, prit part, très activement, aux luttes révolutionnaires et était bien connu dans les milieux d'anarchisme révolutionnaire. Lors des arrestations en masse, en 1921, il fut arrêté. D'abord emprisonné à la Tcheka, il fut ensuite exilé aux îles de Solovki. Après la « liquidation » de ces lieux d'emprisonnement, on le transféra dans une prison à l'intérieur du pays. Ayant purgé plusieurs années de prison, il fut déporté. Après avoir subi des privations et des tortures morales infligées à tous les exilés, il fut arrêté, cette fois aussi sans accusation aucune. On lui déclara, d'abord, qu'on allait le déporter ailleurs. Mais en réalité, on le transféra à Moscou où il fut jeté dans une cellule des sous-sols de la prison de Boutyrki. Durant cinq mois il y resta complètement isolé ; toute entrevue avec les proches, toute lecture, toute correspondance, tout droit de recevoir des aliments du dehors lui étant interdits. Souffrant, depuis longtemps déjà, de crises de rhumatisme aiguës, ce régime ruina définitivement sa santé. Las de subir de telles privations et tortures, Chkolnikoff exigea un changement de cellule et une accusation précise. Après un refus catégorique de traiter avec lui, il prit la décision d'en finir et incendia son matelas. Déjà couvert de fortes brûlures, il fut sauvé par les gardiens. Malgré l'état déplorable de sa santé, il fut condamné, de nouveau, à trois ans de réclusion à la prison de Iaroslav. Depuis deux ans nos camarades ne cessent pas de nous tenir au courant des souffrances atroces du malheureux Chkolnikoff. Dernièrement, enfin, on nous informe qu'il fut transféré à Moscou et enfermé dans une maison d'aliénés : le malheureux camarade est devenu fou.

Extrait de lettres

1. « Je suis matelot de la flotte Baltique. J'ai 23 ans. J'ai purgé ma peine dans les prisons de Verkheouralsk et de Tcheliabinsk. Actuellement, je suis déporté dans le Nord. Avant 1922, j'ai été membre actif des Jeunesses communistes. Plus tard, je suis allé dans la flotte, et à la même époque je devins anarchiste. Mes prisons et mes déportations commencèrent en 1924.

« Quelques nouvelles, déjà « vieilles », sur les événements dans la flotte. Après mon arrestation, dix-huit marins furent appréhendés et déportés dans la région de l'Oural, et 700 marins furent démobilisés (dégrados). Il y a, actuellement, aux îles de Solovki, 29 marins de la flotte Baltique, nos camarades. Le nombre de camarades exilés est très élevé. Je ne pourrais pourtant pas le préciser, même approximativement, car j'en ai arrêté le compte, tant il y en a. La plupart d'entre eux sont d'anciens membres des Jeunesses communistes. La fine fleur de ces Jeunesses, c'est-à-dire les jeunes gens les plus intelligents et avancés, furent amenés, de toute part, à Leningrad et à Cronstadt. Or, plusieurs, parmi cette jeunesse, s'intéressaient vivement à nos idées. Quelques-uns d'entre eux en furent même très influencés.

« Quelques mois maintenant sur mon existence personnelle quotidienne. Généralement, je suis sans travail, j'en trouve, parfois en été... Mais en hiver, c'est vrai-

LE PROGRÈS ET LE TRAVAILLEUR

ment dur, ce Nord lointain, ce froid intense, cette vie sans ressources. Cependant, cher ami, je ne perds jamais ma bonne humeur. Je me console. Combien de camarades, en effet, ont une existence beaucoup plus pénible que la mienne. Les marins, par exemple, qui se trouvent aux îles de Solovki, subissent le régime de droit commun et ne reçoivent que la ration des condamnés aux travaux forcés. Moi, au moins, je n'ai pas de « régime », tout en attendant, à chaque instant, une surprise qui m'apporterait le « régime » et la ration. Mais en tous cas, la déportation est préférable aux Solovki ou à la prison. A Verkhné-Oural, on avait l'habitude de dire aux camarades qui terminaient leur peine : « Mon ami, désormais, tu es veillard, ne serais-ce que parce que tu pourras aller aux cabinets sans autorisation spéciale du médecin. En effet, dans cette prison, nous n'étions autorisés à aller aux cabinets que deux fois par jour : le matin et le soir. Pour ceux qui éprouvaient des besoins plus pressants ou qui souffraient de l'estomac, il leur fallait une autorisation spéciale du médecin d'aller aux cabinets une ou deux fois de plus par jour. Et le droit d'autorisation restait toujours très restreint.

« En ce qui concerne la vie en U.R.S.S., vous en savez certainement plus que nous autres ici. Nous sommes complètement en marge de la vie du pays, de toute activité sociale, politique ou autre. Nous n'avons qu'une tâche à remplir : patienter et cuirasser constamment nos nerfs.

« Notre ville est petite. Elle n'a qu'une vingtaine de mille d'habitants. Aucune industrie. Pas mal d'artisans de toute espèce. Mais la classe la plus nombreuse, ce sont les fonctionnaires. Auparavant, il n'y en avait qu'une quinzaine, c'est-à-dire, le maire, son aide, le commissaire et quelques employés de leurs bureaux. Actuellement, les institutions gouvernementales ou administratives ont plus que doublé. Toutes les bonnes maisons de la ville sont devenues des administrations. Et dans les rues on ne voit que des fonctionnaires.

« 2. Mon travail n'est pas intéressant, mais je suis bien content de l'avoir. Rien que des chiffres, toujours des chiffres. J'en vois même dans mes rêves... Je travaille, notamment, dans le Comité exécutif régional, au service des impôts. Les autorités y sont allées trop loin : elles ont poussé le taux des contributions au-delà de toute limite possible. Il y a, dans notre région, 12.000 contribuables. Or, 7.000 plaintes ont déjà été examinées, et il en reste encore beaucoup à étudier. Le chaos qui en résulte est formidable. En ce moment, les autorités elles-mêmes se sont aperçues de leurs exagérations. Alors, elles reculent, et la plupart des plaintes sont satisfaites. Nous travaillons donc actuellement à laisser les impôts. Ensuite nous calculerons les augmentations pour tous ceux qui cachent des objets à imposer.

« En ce moment, on s'occupe toujours à combattre le paysan aisé, le « koulak ». Or, les mesures qu'on prend à ce sujet font gémir la masse paysanne. Car, n'arrivant pas à un calcul juste, les autorités frappent plutôt le paysan moyen ou pauvre. Ensuite on s'empresse de corriger les erreurs. Tout ceci augmente follement les frais de travail, de sorte que les impôts encaissés suffisent à peine à les couvrir. Une fois, on a fait cette observation : au contrôle, il répondait très sérieusement que les impôts étant très élevés, les frais n'en feront, tout de même, qu'une partie au-dessous de la moitié. Je ne saurais pas décrire les scènes lamentables qui se passent tous les jours au bureau. On voit constamment des paysans qui supplient, à genoux, de leur laisser au moins leur dernière vache.

« La bureaucratie traite le paysan en être inférieur... Mais, si je me mets à l'écrire là-dessus, je n'aurais pas assez de papier.

« 3. Tous nos camarades détenus à la prison de Laroslav viennent d'être transférés à Solovki. Quant aux îles de Solovki, à part Toumanoff, quelques dizaines de nos copains y languissent. Il y a quelques temps, une tentative d'améliorer leur situation leur a valu de dures répressions. Parmi ces camarades, je connais, personnellement la camarade Anne Rosova. Elle a fait dernièrement une grève de la faim de 43 jours. Finalement elle a eu gain de cause. Notre camarade Plotnikoff se trouve également à Solovki, depuis bientôt 4 ans. A noter qu'il y fut enfermé sans aucune raison. On l'a mêlé exprès à une affaire à laquelle il était complètement étranger, et on l'envoya aux îles.

« Ma situation matérielle est franchement mauvaise. Je suis toujours sans travail, et je n'ai aucun espoir d'en trouver. Les choses me maintiennent pas moins favorables qu'auparavant. En effet, à la veille des élections dans les Soviets, on vient de publier les listes de ceux qui sont privés du droit de vote. Bien entendu, nos noms y figurent. Avant, on n'y prêtait aucune attention. Mais actuellement, la situation est tout autre. C'est que, dans notre ville, il existe une tendance d'exclure des Unions et de renvoyer tous ceux qui sont « privés » du « droit de vote ». Donc, tous ceux qui en sont privés, sont, en même temps, privés du droit de travail, ce qui est beaucoup plus grave. De cette façon, plusieurs de nos camarades qui, auparavant, réussissaient à trouver quelque boulot, d'ailleurs mal rémunéré, sont menacés de perdre leur dernière source d'existence.

« 4. — Récemment, ne pouvant plus résister à la tentation, nous sommes allés voir le film *La chaise électrique*, qui représente l'histoire de Sacco et Vanzetti. Au théâtre, j'avais une envie folle de me jeter sur les tchékistes qui, exprès, passaient et repassaient devant nous en souriant et en se moquant de nous. Car partout on spéculait sur les noms de Sacco et Vanzetti, et on veut nous dire : Voyez-vous, votre idée et votre mouvement sont si insignifiants dans tous les pays, que même vos actes profitent à nous.

« A propos de ces choses, un exilé est entré, dernièrement en discussion avec un jeune communiste qui venait de recevoir son diplôme universitaire. Notre camarade lui dit carrément : « Vous spéculiez sur les noms de Sacco et Vanzetti, mais ici, en Russie, vous faites languir dans les prisons et les lieux d'exil des centaines d'anarchistes... » Alors, très naïvement, cet homme soutint que ce n'était pas vrai, qu'on ne persécutait en U.R.S.S. que les socialistes-démocrates et les socialistes-révolutionnaires, qui avaient vendu la Révolution en 1918, mais que les anarchistes, tout en étant considérés comme des utopistes, n'étaient nullement inquiétés...

« Ces temps derniers, les autorités manifestent une certaine nervosité. Elles doivent sentir que tout ne va pas pour le mieux dans le pays. D'ailleurs, c'est fort naturel : il n'est pas possible d'être de bonne humeur lorsqu'on sent partout un mécontentement étouffé. Les paysans, en colère, grondent... Les ouvriers aussi... Il est vrai que, pour l'instant, on ne va pas plus loin. Après quelques jurons, on s'en va chercher de l'eau-de-vie, cette vodka de la région, dont la vente est à un tel point intense qu'on voit constamment devant les bureaux de cette dernière des queues, exactement comme devant les boulangeries en 1920. Nos coopératives viennent de décider qu'il ne leur sied pas de saouler la population. En conséquence le commerce de la vodka se fait actuellement dans des boutiques spéciales. A part cela, on a établi des jours « secs » : ce sont les samedis et les dimanches, les quelques jours les spiritueux ne sont pas vendus. Alors les gens prévoyants s'en munissent en temps opportun.

« Cependant, la chère petite vodka n'est guère un remède décisif. Le mécontentement grandit toujours chez les paysans, et il semble que le « danger droit » sera plus difficile à combattre. Le marché reste toujours extrêmement tendu. Tantôt c'est le pain qui manque, tantôt c'est le beurre qui fait défaut, tantôt c'est un produit manufacturé qui disparaît. Depuis deux mois déjà je tâche de me procurer de l'étoffe pour quelques chemises et je n'y arrive pas. Voici un an que je n'ai pu acheter de la toile pour en faire un coussin. Or, les couvertures toutes faites sont trop chères, et lorsqu'il y en a quelques-unes à la coopérative, elles sont enlevées d'assaut en un clin d'œil. Cela se produit couramment avec toutes sortes de marchandises, même avec les menus objets.

« Chez la jeunesse une mentalité de décadence se fait jour de plus en plus. Tout le monde en a assez de jouer la comédie et d'appeler cela « révolution ». Alors, chaque jeune homme finit par s'intéresser uniquement à ses affaires personnelles — travail, avancement, privilèges, etc. — et se f... du reste.

« Avec l'antisémitisme, rien à faire. Malgré la lutte contre cette plaie, elle prend des proportions inquiétantes. Dans notre ville où les Juifs sont peu nombreux, on entend, à chaque instant, dans la rue et jusqu'aux endroits publics, le joliot « youpin ». Même les petits écoliers sont contaminés. Dernièrement, j'ai entendu, dans la rue, deux fillettes de 13 ans au plus parler de « ces youpins ».

« Chez nos camarades emprisonnés la répression sévit. A la prison de Tobolsk on les a répartis de façon à ce que des cellules vides se trouvent partout entre deux cellules habitées. Et puisque la promenade est toujours individuelle, toutes relations entre les camarades détenus sont devenues impossibles.

« Dans la petite ville de Samarov, les déportés politiques sont allés, un jour, voir l'arrivée d'un vapeur. (Pour la population de ce trou, c'est un événement). Or, le quai se trouvant en dehors de la zone tracée pour les déportés, les autorités s'y mêlèrent. Le « tribunal populaire » condamna ces gens à 6 mois de travaux forcés « pour avoir dépassé la zone... »

« 5. — Chers amis ! Je suis très étonné que vous n'avez pas encore reçu mes lettres du mois d'août. Je n'ai pas reçu le paquet avec des imprimés dont vous me parlez. Quant à votre lettre, je l'ai eue au mois de juillet seulement. Tous ces faits me suggèrent des réflexions plutôt tristes. Car il est évident que les lettres et le colis « voyageant » quelque part. D'ailleurs, de tels faits se produisent constamment. La perustration et la destruction des lettres ont pris des proportions effrayantes. Ce sont là non seulement des mesures policières, mais aussi des moyens d'isolement des exilés. Je pourrais en parler longuement, mais enfin, passons !

« Je reste toujours dans la même ville. Je suis, bien entendu, sans travail, et je n'ai aucun espoir d'en trouver, car les autorités ne le veulent pas. En été, j'ai pu, tout de même, faire quelque chose (travaux de terrassement et autres du même genre). Actuellement, ces travaux n'existent plus.

« La vie, en ce moment, est riche d'événements. Il y a pas mal de faits bien symptomatiques, par exemple : la « nouvelle politique concessionnaire », la lutte contre « les déviations », etc. L'orientation du « pouvoir soviétique » et du P.C. vers leur thermidor s'accroît, se précise de plus en plus. Le « ralentissement de l'évolution industrielle », la crise agricole, etc., tous ces phénomènes donnent à réfléchir aux autorités et causent une confusion marquée dans leurs rangs. Il en résulte une politique de tâtonnement et d'hésitation. Tantôt c'est la répression sévère qui prend le dessus, tantôt c'est le contraire. Il serait difficile de dire de quelle façon cela se terminera. En tout cas, il est absolument clair, pour tout le monde, que le P.C. est imminente de « construire le socialisme ». Malgré tout, nous sommes pleins de confiance dans l'avenir, nous conservons toute notre énergie et notre volonté d'agir. Et nous gardons l'espoir de nous retrouver un jour en pleine action...

Extraits de lettres d'un « réimmigré »

Note préliminaire. — Nous soumettons au lecteur quelques citations intéressantes extraites de plusieurs lettres, très détaillées et circonstanciées de notre camarade B., ancien émigré, revenu en U.R.S.S. en 1928. Il avait quitté la Russie tout jeune encore en 1912. A l'étranger il travailla en qualité de matelot sur nombre de navires en Amérique du Sud et dans d'autres pays. Syndicaliste-révolutionnaire actif, militant, il a été persécuté par les autorités au Brésil, en Argentine, en Portugal, etc.. De tous ces pays il a été finalement expulsé. Après quinze ans de cette vie errante, il se décida à rentrer en Russie chez ses vieux parents, dans l'espoir d'y trouver un peu de repos et du travail tranquille. Hélas ! Il n'y trouva que de nouveaux ennuis. Profondément désemparé, désespéré, il fait part, dans ses lettres, de tout ce qu'il souffre dans le pays de ses rêves déçus. En voici quelques extraits :

1. — Juin 1928. — « Je suis toujours d'aller à pied à Moscou. Je n'ai plus de forces d'attendre... La Russie est grande, je trouverai, peut-être, quelque chose che-

min faisant. Récemment, j'ai pris ici la parole dans une réunion des sans-travail. Comme résultat, je viens de recevoir la cinquième convocation à la Guépéou. Je crains fort une issue fatale. Là-dessus, je ne peux pas me répandre, car je me trouve, ma foi, dans un Etat « prolétarien »...

2. — juillet 1928. — « Je suis ici depuis quatre mois déjà, et toujours sans travail. Il m'est impossible d'en trouver, car ne suis pas membre d'un syndicat. Or, je ne puis devenir tel que si je suis embauché et si je travaille 72 jours. En général, le chômage est très grand partout. Sur les 40.000 habitants de notre ville, il y a 10.000 chômeurs. Les premiers obtiennent du travail ceux qui touchent des secours de l'Etat. Et quant à nous qui ne sommes pas « membres Unions », nous n'avons ni secours, ni travail. J'ai eu beau expliquer que je suis syndiqué depuis 1914... Mais, voyez-vous ça, ne compte pas, car le syndicat dont je fais partie n'adhère pas au Proletariat. Une drôle d'idée passe, parfois, par le cerveau : je me dis qu'en prison, en Portugal, je serais, peut-être, mieux qu'ici en liberté... Ma famille mène une vie de misère : ...Mon père est sans travail et ne vit que de ce que gagne mon frère. Or, ce dernier, un homme robuste et courageux, gagne 45 roubles par mois, d'où il faut déduire toutes sortes de cotisations : pour le syndicat, pour le parti, etc... »

3. — août 1928. — « Je viens de rentrer de Khar'kov. Là-bas, ceux de la Guépéou venaient, d'abord, me voir tous les jours, ensuite ils m'arrêtèrent. Je suis resté en prison 20 jours, après quoi « ils » m'ordonnèrent de rentrer chez moi. Maintenant, je suis obligé de me présenter tous les jours à la Guépéou. A part cela une enquête est en route au sujet de mon discours à la réunion des chômeurs. Il me semble que ça ira pire encore... »

4. — octobre 1928. — « Je n'ai pas écrit depuis si longtemps, car j'ai été de nouveau arrêté. Cette fois j'ai fait à la prison une cure de 6 semaines. Finalement, j'ai reçu la consigne de ne pas quitter la ville pendant un an et de me présenter tous les jours à la même heure à la Guépéou. L'heure fixée est telle que même si je trouvais du travail, personne ne voudrait me garder dans ces conditions... »

Fonds de secours de l'A.I.T. pour les anarchistes et les anarcho-syndicalistes emprisonnés et exilés en Russie.

U. A. C. R.

Fédération Parisienne

Samedi 6 avril, à 20 h. 30

Assemblée générale

85, rue Mademoiselle (XV^e arr^e)

Ordre du jour

Notre campagne antiparlementaire pendant les élections municipales. Questions diverses.

Solidarité Internationale

Camarades,

La terreur blanche en Pologne augmente de plus en plus. Les anarchistes polonais en subissent les conséquences. Dernièrement la police a arrêté 200 de nos camarades à Varsovie. Beaucoup de nos camarades sont emprisonnés. Un jeune camarade chez lequel on a trouvé quelques journaux et brochures anarchistes a été condamné à 3 ans et demi de travaux forcés. Camarades, soutenez les anarchistes polonais victimes de la terreur fasciste. Souscrivez au fonds de secours aux anarchistes emprisonnés en Pologne !

Le groupe des anarchistes polonais à Paris : « Walka ».

Envoyer les fonds à l'adresse suivante : N. Faucier, 72, rue des Prairies, Paris, 20^e.

Notre affiche « électorale »

Notre affiche antiparlementaire est prête. Les camarades de la région parisienne peuvent dès maintenant passer la prendre tous les après-midi, le jeudi excepté : ceux de la province qui n'auraient pas encore fait leur commande sont priés de se hâter car notre stock sera vite épuisé.

Nous prenons sur nous d'expédier à quelques groupes un certain nombre de ces affiches, sachant que nous allons au-devant de leur désir, nous leur demandons, toutefois, de nous les régler au plus tôt, car nous ne sommes point très fortunés.

Prix des cent : 35 fr. ; des cinquante : 18 fr. 50, des vingt-cinq : 10 fr. 25 ; les frais d'expédition à notre charge.

Passer les commandes et adresser les fonds à Faucier, 72, rue des Prairies, chèque postal : N. Faucier 1.165-55, Paris.

Pour ce qui est des démarches nécessaires pour le dépôt d'une candidature... fictive les camarades obtiendront tous les renseignements utiles au secrétaire de mairie.

Nous conseillons à tous de faire un peu partout acte de « candidats », ça permettra de faire de la propagande à bon compte.

CERCLE D'ETUDES ET DE DOCUMENTATION

Jeudi 11 avril

A 21 heures, à l'Indépendance, 48, rue Duhamel (18^e).

LIBERTÉ ET ORGANISATION

par G. Goujon

Il est évident que certaines professions, peu accessibles à cause du long apprentissage et de l'habileté qu'elles réclament, peuvent maintenir les salaires au-dessus du strict nécessaire ; mais, d'autre part, combien nombreuses ces pauvres professions où le salaire est si minime, que leurs ouvriers vivent aussi misérablement que les mendiants. La vérité est que, en général, le salaire que reçoivent les prolétaires ne leur permet jamais de jouir du bien-être social qui est cependant le fruit de leurs peines et de leurs souffrances.

Le luxe qu'ils ont créé est le lot des oisifs. L'excès du travail auquel on soumet le prolétaire permet à d'autres de se livrer exclusivement au développement cérébral de l'humanité, et lui, est exclu de toutes les jouissances littéraires et artistiques. Sa vie cérébrale est complètement étouffée ; sa vie matérielle est si précaire que la suffisance dans son alimentation et l'hygiène dans son habitation, sont des fictions.

L'existence du prolétaire est tout entière et à jamais renfermée dans ce cercle sans issue ; toujours travailler pour manger, et manger pour toujours travailler. Les ouvriers sont les agents actifs de la civilisation, et la civilisation les traite en parias.

Qu'on ne croie pas que les progrès du machinisme et de l'industrie aient amélioré le sort misérable du prolétariat. Ils n'ont été pour lui qu'une cause de surmenage meurtrier, de chômages et de privations pénibles. On pouvait espérer que la machine serait l'auxiliaire et l'émancipatrice du travailleur ; possédée par la classe capitaliste, elle est devenue sa plus implacable ennemie. Compétiteur et concurrent des ouvriers, elle a pris leurs places dans les ateliers, les fabriques, et anéanti les professions où l'habileté de l'artisan lui assurait un bon salaire.

Chose incroyable ! Au lieu de diminuer le nombre d'heures de travail, elle a prolongé la journée de l'ouvrier bien au-delà du temps ordinaire, et l'a soumis à un travail plus intense et abrutissant.

Les milliers de travailleurs expulsés des fabriques par la concurrence de la machine grossissent sans cesse l'armée de réserve déjà considérable ; et ces sans-travail déprécient continuellement le salaire, en offrant leurs bras au rabais. La concurrence est plus acharnée que jamais ; la lutte pour la vie acquiert un caractère de rudesse et de sauvagerie qui va croissant de jour en jour.

Les qualités de l'ancien artisan, l'habileté professionnelle et l'intelligence, qui autrefois lui garantissaient un travail assuré, ne guident plus l'industriel dans le choix de son personnel : aujourd'hui, c'est le bon marché du travail. Dans le monde ouvrier s'opère alors une sélection à rebours : sur le marché, la préférence est donnée à ceux qui, ayant de moins grands besoins à satisfaire, peuvent accepter les conditions les plus onéreuses. Les travailleurs qui ont mordu à la civilisation, et que l'ensemble des besoins à satisfaire fait plus exigeants, sont naturellement exclus. L'avenir est aux populations qui, moins développées au point de vue social, se rapprochent le plus de la vie animale. Les funestes effets du machinisme se poursuivent jusque dans le cercle plus étroit de la famille, du ménage : la femme prend à l'atelier la place de son mari, l'enfant celle de son père.

Le machinisme, sur lequel on devait compter pour arracher l'homme de sa dépendance à la nature, n'a fait que plonger le travailleur dans un asservissement plus complet et affermir l'exploitation de l'homme par l'homme. Il a concentré en certains points, les masses prolétaires dispersées pour les ployer irrémédiablement sous le joug de fer du capitalisme. Il a militarisé l'industrie en établissant dans l'usine une hiérarchie qui fait durement peser sur l'ouvrier ses caprices et son arbitraire. Dans les grands centres manufacturiers et houillers, l'asservissement du prolétaire est arrivé à son apogée. Soumis, la plus grande partie de la journée, à un travail forcé et abrutissant, sous la discipline inexorable des officiers et sous-officiers de l'usine, l'ouvrier ne sort de ce bagne que pour être emprisonné dans la cité ouvrière, autre fief du capitaliste ; et là, il est assujéti à une surveillance policière de tout instant, qui, le jour même où la loi lui permet de jouir de ses droits de citoyen, pousse la prévoyance jusqu'à le conduire aux urnes. Chez lui comme à l'atelier, à l'heure du repos comme à l'heure du travail, le prolétaire sent peser sur lui la domination immédiate du capitaliste. C'est le sort de l'usine qui n'a même pas la possibilité de discuter son salaire ; c'est l'esclave moderne qui a perdu jusqu'à cette dernière illusion : la liberté politique.

Notre régime de production à outrance, favorisé par le perfectionnement de l'industrie, retentit d'une autre façon, douloureusement, sur la vie du prolétaire. On produit, sans souci de proportionner la quantité d'objets fabriqués à la consommation ; de sorte que, à certaines époques, les marchés s'encombrent et regorgent. L'ouvrier, soumis pendant un certain temps à un surmenage incroyable se trouve du jour au lendemain jeté sur le pavé par l'arrêt de la production. D'un état malheureux permanent, il tombe dans la détresse la plus profonde, que la charité publique est impuissante à secourir. Plus le machinisme s'étend et envahit les branches de l'industrie, plus menaçante devient pour l'ouvrier l'insécurité, l'instabilité de son existence.

On peut donc résumer ainsi la vie matérielle du prolétaire : état permanent de surmenage physique et de privations meurtrières, dont le prolongement est l'hôpital, la mendicité et la prostitution.

A cette misère physique s'ajoute une misère morale qui lui est au moins égale. Enfant, son éducation est livrée au hasard de la rue ; son instruction, incomplète et dirigée de façon qu'elle ne puisse servir à son émancipation, n'ouvrira jamais son esprit aux aspirations artistiques et intellectuelles ; de même que le bien-être matériel, le développement intellectuel, la science sont les privilèges de la bourgeoisie. La soumission aux maîtres pour un morceau de pain le respect qu'on lui a inculqué de tous les préjugés sociaux, des lois et de l'appareil politique au moyen desquels ses oppresseurs se maintiennent au pouvoir, font de lui un être dépourvu de toute individualité et résigné à tous les esclavages. Si l'on a réussi de cette façon à éteindre en lui tout esprit de révolte et

toute idée d'indépendance, il a cessé d'être un homme ; c'est définitivement la brute qui sert à la satisfaction des besoins de luxe et d'oisiveté de la classe bourgeoise et à l'ambition de ses politiciens. Et si, par malheur, ce luxe et cette oisiveté, au lieu de soulever la colère des filles du peuple, excellent au contraire leur désir, la misère morale tombe au plus bas, car, comme elles ne peuvent satisfaire ces goûts malsains en vendant leur travail, elles offrent leur corps à la luxure de la bourgeoisie.

Et ce triste tableau de la vie matérielle et morale de la classe prolétaire n'est pas une hyperbole : c'est le reflet exact de la vérité et la conséquence fatale du régime économique de notre société capitaliste.

Socialisme et cléricisme

« Il n'y a chez le parti socialiste aucune inclination vers l'athéisme systématique et sur ce point il se sépare nettement du communisme qui fait de l'irréligion une forme nécessaire du socialisme.

Le parti socialiste estime qu'on peut être à la fois socialiste et catholique. L. Blum (Chambre des Députés, janvier 1925).

Vous avez bien lu, mes amis ? On peut être à la fois socialiste et catholique. Voilà les paroles que dans un discours retentissant le chef socialiste prononça il y a quatre ans à la Chambre. Certes nous ne sommes plus à nous étonner des énonciations tapageuses des S. F. I. O. Mais, néanmoins nous nous demandons ce que pensent de telles paroles, ceux qui suivent encore aveuglés la plupart par le passé, ce parti cauteleux dans cette voie éminemment dangereuse. Et il serait curieux, à cet effet, de faire connaître aux militants socialistes, ce que par contre, les principaux apologistes de l'Eglise catholique, pensent eux, des idées de libération et d'émancipation humaine, dont osent se réclamer encore les socialistes.

Saint Thomas d'Aquin... « Les hérétiques réfractaires à toute correction doivent être non seulement excommuniés mais on doit encore les livrer aux princes séculiers pour être exterminés... »

Car c'est un crime beaucoup plus grave de corrompre la foi, que la vie de l'âme, que d'altérer l'argent qui sert au soutien de la vie temporelle. Par conséquent, si ceux qui font de la fausse monnaie, ou les autres malfaiteurs, sont avec justice mis à mort immédiatement par les princes séculiers, à plus forte raison les hérétiques peuvent-ils être non seulement excommuniés, mais mis à mort justement.

(Somme théologique, 2^e section. Question XI, article III).

Et d'un ! mais, ce n'est pas tout ! Ecoutez encore :

(Encyclique du 15-8-1832. Pape Grégoire XVI). « Anathème à toute morale qui ne s'appuie pas sur l'Eglise catholique, apostolique et romaine. Hors de l'Eglise point de salut. Anathème à la liberté de conscience, anathème à la liberté de parole ou de plume. Anathème, trois fois anathème à quiconque parle au peuple de droits à revendiquer. Que tous considèrent que suivant l'avis de l'apôtre il n'y a point de puissance qui ne vienne de Dieu ».

Et en voici pour deux ! Vous avez bien compris, « trois fois anathème à quiconque parle au peuple de droits à revendiquer ». Voilà les principes, que M. Blum trouve absolument compatibles avec les principes socialistes. Comprenez qui pourra. Mais, ce n'est pas fini, et puisque nous voilà engagés dans une aussi belle voie, allons donc jusqu'au bout.

Syllabus. — (Ensemble des propositions condamnées par Pie IX en 1864) :

3) Il est libre à chaque homme d'embrasser et de professer la religion qu'il aura réputée vraie d'après la lumière de la raison.

5) La puissance ecclésiastique ne doit pas exercer son autorité sans l'autorisation et l'assentiment du gouvernement civil.

58) Il est permis de refuser l'obéissance aux princes légitimes et même de se révolter contre eux.

L'Eglise catholique voyant dans la prise en considération de ces propositions une diminution de son autorité et de son prestige, crut nécessaire de les condamner, bien évidemment, pour le « Salut de notre Ame ». Que, s'ils en sont encore capables Blum et ses acolytes méditent sur ces faits.

Mais continuons notre compilation. Mgr J.-B. Bouvier, évêque du Mans en 1834, écrit, dans un ouvrage intitulé, en latin : « Institutions philosophiques » : « L'esclave qui prend la fuite est condamnable », et que, même, la traite des noirs n'est reprochée ni par l'humanité, ni par la Religion catholique, ni par l'équité naturelle. Ainsi, alors que l'esclavage, tout au moins officiel, (le salariat étant encore une des formes les plus hideuses de l'esclavage) avait été aboli par la Suède en 1846, le Danemark en 1848, la France également en 1848, le Portugal en 1856, les Etats-Unis en 1865 et le Brésil en 1854, le pape Léon XIII en 1888 seulement, rédigea quelques encycliques pour la suppression de l'esclavage.

Ainsi donc, toujours l'Eglise fut un facteur de régression ; chaque fois qu'elle dut faire un pas avant c'est de mauvaise grâce et par force qu'elle le fit, et parce que les progrès de la science et des moeurs l'obligeaient à des réformes sans lesquelles elle se fût éteinte.

J'arrêterai là, pour aujourd'hui cette étude, me bornant à dénoncer la duplicité du parti socialiste, et la collusion avérée de certains de ses chefs avec l'Eglise catholique.

J'examinerai dans un prochain article, l'attitude de l'ancien rapporteur de la loi contre les congrégations, Aristide Briand, qui aujourd'hui défend avec acharnement le projet du gouvernement en faveur des mêmes congrégations (projet dont il est d'ailleurs l'auteur). L'ex-révolutionnaire est d'ailleurs admirablement secondé dans cette tâche, par son ami Raymond Poincaré, franc-maçon et ex-bouffeur de curés noires, duquel nous aurons également à nous occuper.

Jacques LAURENT.

A TRAVERS LE MONDE

L'anarcho-syndicalisme en Roumanie et en Grèce

Ce n'est pas arbitrairement que nous étudions simultanément l'anarcho-syndicalisme dans ces deux pays. Si divers qu'en soient les mœurs et la langue, si différents qu'en soit le degré de développement des industries, Roumanie et Grèce, envisagées du seul point de vue de la propagande libertaire, ont subi la même évolution et manifestent les mêmes caractéristiques.

Ce fut vers 1890 que l'anarchisme s'y implanta. En Grèce, des étudiants qui avaient suivi les cours de notre Sorbonne formèrent à Athènes un petit cercle qui traduisit et publia des brochures de Kropotkine, principalement « Aux jeunes gens » (*Ecclesiis eis vobis*). En 1894, parut le journal *Socialismos*, d'abord éphémère et qui deux années plus tard devint spécifiquement libertaire.

En Roumanie, le pionnier de nos doctrines fut le docteur Russel, auteur de *Socialismul inainta a justitiei*. En 1891, à Focșani, on lança un périodique anarcho-communiste *Razvratirea*. A Bucarest, quelques camarades firent paraître en traduction des opuscules de Kropotkine dont certains exemplaires se trouvent à la Bibliothèque Nationale, à Paris.

Dès qu'elle eut acquis quelque ampleur et pénétré les milieux industriels, la propagande prit aussitôt en Roumanie et en Grèce un aspect nouveau. Les animateurs du mouvement cessèrent d'être des intellectuels, des étudiants. Même certains artisans de la première heure renoncèrent à l'anarchisme et se convertirent au marxisme. La direction du mouvement passa à des ouvriers, convaincus que l'anarchisme est essentiellement une doctrine de lutte de classes, qu'elle n'a en vue que l'émancipation du prolétariat et que celle-ci ne saurait être obtenue que par le triomphe économique et social des travailleurs organisés dans les syndicats. L'anarchisme pour eux se confondit avec l'anarcho-syndicalisme.

Actuellement, en dehors d'un groupe à tendances individualistes à Bucarest et d'un noyau d'anarchistes antisindicalistes à Patras, nos camarades roumains et grecs militent tous dans les syndicats.

Leur tâche est particulièrement rude, car leur gouvernement respectif réprime avec beaucoup d'énergie la propagande révolutionnaire.

En Grèce, le ministre de l'Intérieur, Zavitsanos, vient de déposer sur le bureau de la Chambre des Députés une loi supprimant les libertés syndicales et condamnant à l'emprisonnement ou à l'exil dans les îles, pour délits d'opinion les militants anarcho-syndicalistes et bolchevistes : « Quiconque, déclare l'article 1^{er} de quelque manière que ce soit, s'inspirant ou non de la doctrine communiste, poursuit le changement par la force du régime social établi dans le pays ou la domination par la force d'une classe sociale est puni d'une peine d'emprisonnement d'au moins six mois. » L'article 4 ajoute : « Les réunions en plein air des partisans du communisme ou d'autres doctrines visant au renversement du régime social établi sont interdites, comme dangereuses pour la sécurité publique. Les réunions, en salle close des mêmes individus peuvent être interdites si les autorités compétentes estiment que d'une façon évidente ces réunions ne peuvent avoir lieu paisiblement, que les participants sont armés ou même s'il appert que ces réunions sont organisées dans le dessein d'être transformées en manifestations en plein air à la sortie des locaux. Ces interdictions visent tous les participants à ces réunions qui seront punis de peines de prison par le tribunal correctionnel. »

Enfin, renforçant ces dispositions odieuses, l'article 5 édicte : « L'exercice du droit d'association est interdit à toute personne

professant les idées communistes ou autres visées plus haut et voulant les propager... Lesdites associations, coopératives ou syndicats déjà constitués légalement sont dissous, après décision des tribunaux, sur demande du ministre de l'Intérieur ou du Procureur général, prise en toute conscience juridique, après constatation des doctrines de leurs membres. »

En Roumanie, les lois punissent comme un délit, la grève, les conflits entre ouvriers et patrons doivent être résolus par des moyens pacifiques. D'autre part, les militants syndicalistes placés sous la surveillance de la *Siguranța* sont à chaque incident arrêtés, torturés et condamnés à la réclusion. Le procès des 114 intellectuels et syndicalistes de Transylvanie, dont nous avons, en son temps, rapporté ici-même les phases, a péremptoirement prouvé qu'en Roumanie, que ce soit sous la dictature de Brătianu ou sous le régime libéral de Maniu, les libertés syndicales ne sont pas reconnues. Pour mieux contrôler l'activité des organisations ouvrières, Maniu tenta même d'instituer, à côté de la *Siguranța* une police dite sociale. D'autre part, sur son ordre, le parquet de Kichineff a ouvert une action publique, sans base juridique, contre les membres du Comité en faveur de l'amnistie politique.

Malgré ces menées réactionnaires, les ouvriers roumains résistent avec énergie. Les mineurs d'Anine, en Transylvanie, sont entrés en grève, au nombre de 13.000, pour obtenir de la direction du *konzern Reichtzita* une augmentation de salaires. Bien que « pour la garde des puits », le Gouvernement ait envoyé sur les lieux deux compagnies du 9^e régiment d'infanterie qui se conduisent en véritables garnisons, aucune défection n'est enregistrée chez les grévistes.

Nous apprenons que le président du Conseil roumain, Maniu, vient de nommer une Commission chargée de réorganiser la sûreté générale (*Siguranța*). Quelle n'est pas notre surprise de remarquer parmi ceux des membres de cette Commission les noms de l'ancien directeur Volneciu et du sous-directeur Biann, deux stériles gredins qui ont pendant cinq années terrorisé la Transylvanie. Dans notre prochain numéro, nous reviendrons plus longuement sur cette affaire.

D. M.

Librairie d'Éditions Sociales

OUVRAGES SUR LA COMMUNE

Louise Michel.	
La Commune	12 »
Irma Boyer.	
La Vierge rouge ; Louise Michel	12 »
Maxime Vuillaume.	
Mes cahiers rouges au temps de la Commune	12 »
Lucien Descaves.	
La colonne	7 50
Lucien Descaves.	
Philémon. Vieux de la Vieille	12 »
Jules Vallès.	
L'insurgé	12 »
Dommanget.	
Blancqul	3 25
Eugène Varlin	1 »

En vente à la Librairie d'Éditions Sociales, 72, rue des Prairies

NOS OCCASIONS

E. Hamon. — Socialisme et anarchisme (épuisé)	9 fr.
Guillaume Heré. — Leur patrie (épuisé)	7 50
Maurice Boukay. — Chansons rouges (Illustré de 36 dessins de Steinlen, sur beau papier 7 50	

A propos du Congrès International antifasciste de Berlin

Le Congrès International Antifasciste, qui eut lieu à Berlin les 10 et 11 mars 1929, a, au cours de ses séances, établi son programme de combat.

Or, malgré les promesses faites par écrit dans les diverses publications bolchevistes et verbalement lors de la première séance, à savoir qu'il ne s'agissait pas d'une manœuvre politique de Moscou, ce Congrès, présidé par Barinuse, retour de Russie, ne peut aujourd'hui laisser aucun doute sur sa pseudo-impartialité.

Croyant que, pour sauver les victimes du fascisme international, les bolchevistes, pour une fois, se montreraient un peu plus sincères, nombre d'anarchistes de différents pays avaient tenu à faire preuve de solidarité et à apporter leur concours à ce combat révolutionnaire.

Lorsque, il a cinq ans, nos camarades de l'A. I. T. avaient pris l'initiative de réunir un Congrès international contre le fascisme italien encore à sa naissance, les bolchevistes n'avaient pas cru bon de répondre. Quand hier, au Congrès de Berlin, ils reprirent à leur compte la même initiative, des anarchistes ont répondu à leur appel, et à leur démagogie, ont opposé leur foi révolutionnaire.

Les compte rendus parus dans l'Humanité sont loin de nous satisfaire ; on y trouve, en effet, plus de parti-pris que de sincérité. Aussi, nous proposons-nous de fournir prochainement aux révolutionnaires français de plus amples détails que ceux que l'Humanité a bien voulu leur donner, sur les fameux « troubles anarcho-syndicalistes » du Congrès de Berlin. Pour aujourd'hui, nous nous bornons à reproduire ci-dessous la traduction du discours de notre camarade C.-J. Björklund, délégué à Berlin comme représentant du Comité Sacco-Vanzetti suédois et qui, malgré son mandat, fut empêché de prononcer en entier son discours, alors que la présidence accordait largement la parole à des individus étrangers au mouvement révolutionnaire.

Camarades,

Pour combattre le fascisme avec succès, il faut d'abord établir l'unité dans le mouvement ouvrier. Entre le fascisme et les masses ouvrières il ne doit y avoir rien de commun. Mais une lutte acharnée de ces dernières contre leur plus dangereux ennemi.

Nous saluons donc ce Congrès contre le Fascisme.

L'Union Anarchiste de Suède, que je représente, m'a délégué à ce Congrès, car nous voulons œuvrer pour l'unité dans tous les domaines où cette unité est possible. Je suis également ici comme représentant du Comité suédois Sacco-Vanzetti, lequel se compose de trois groupements :

L'Union Syndicaliste Suédoise.
Le Parti Communiste Suédois.
L'Union Anarchiste Suédoise.

Dans son ensemble cette organisation unitaire représente 70.000 travailleurs.

On parle beaucoup d'unité et on fait beaucoup de théorie autour de cette question. Cela ne fait évidemment pas de mal, mais je veux profiter de l'occasion pour vous parler de l'unité pratique.

Permettez-moi de vous rappeler en quelques mots ce que nous avons réalisé lorsque nous avons mis en pratique cette unité.

Nous n'étions d'accord ni sur les principes, ni sur les moyens de réaliser une société nouvelle, mais nous étions d'accord sur un point : notre devoir de faire tout ce qui était possible pour sauver les deux anarchistes Sacco et Vanzetti, nos camarades de classe, condamnés à mort.

Au début, nous avions essayé de réaliser une unité complète dans le mouvement ouvrier. Nous voulions ainsi faire l'unité dans la lutte. Mais la social-démocratie et le bureaucratie syndicale s'y refusaient ; elles paraissaient se désintéresser de la question et même s'y opposer.

Le travail commençait, la lutte s'engageait. Qu'allait-il se produire ? Qu'allions-nous réaliser ?

Il est impossible de tout raconter en détail. Bornons-nous donc à souligner les points suivants :

1^o Nous avons créé une *öre-cotisation* (l'öre est la monnaie de Suède correspondant au centime français), afin de réunir l'argent nécessaire à la campagne pour la libération de Sacco et Vanzetti. Cela devint notre mot d'ordre. Avec les sommes ainsi recueillies nous avons pu envoyer un avocat en Amérique et nous avons développé notre propagande.

2^o Dans toutes les villes des diverses contrées de la Suède, on fit des réunions pour Sacco et Vanzetti. Toutes les organisations devaient s'occuper de l'affaire. Ce fut un véritable front unique et un mouvement comme on n'en n'avait encore jamais vu en Suède. Nous devions résister au parti social-démocrate et combattre la bureaucratie. Malgré tout nous avons organisé à Stockholm, par exemple, une démonstration à laquelle participèrent 50.000 personnes, dont une notable partie des organisations réformistes.

C'est que les travailleurs étaient unis.

Mais nous ne nous bornions pas à des paroles, à des réunions, à des résolutions et des démonstrations. Sans négliger ces moyens qui participent eux aussi de l'action directe, nous avons eu recours à la plus puissante des armes que le prolétariat possède : la grève générale, puis au boycott des marchandises américaines.

Ainsi nous avions proposé par télégramme au Congrès syndical de Paris (1927) de déclarer la grève générale et le boycottage, afin de sauver Sacco et Vanzetti.

Upton Sinclair n'a-t-il pas déclaré dans le troisième volume de *Boston*, que seule la grève générale aurait pu arracher Sacco et Vanzetti à leurs bourreaux. Ettor et Giovannitti ont bien été sauvés par la grève générale !

Aussi en Suède avons-nous déclenché des mouvements de grève et mis en action le boycott. Mais notre activité était sabotée par le parti social-démocrate et par les chefs syndicaux, qui se plaçaient sur le même terrain que la bourgeoisie. Toutefois, un cinéma de Göteborg ne put donner de films américains et le boycott s'effectua également dans d'autres endroits.

Aujourd'hui, camarades, nous saluons avec confiance ce Congrès antifasciste, parce que toutes les forces antifascistes doivent s'unir. Les intellectuels doivent venir avec nous pour un idéal d'humanité, de liberté et de justice ; mais ils ne doivent pas venir en aspirant à la direction des travailleurs ; ils doivent venir en égaux œuvrer au sein de la classe ouvrière. Car la lutte ne pourra être efficace que si elle est menée par l'action directe du prolétariat.

Il est impossible que le fascisme s'installe là où se trouve une classe ouvrière unie, animée de la pensée révolutionnaire et combattant par l'action directe.

Vive la lutte contre le fascisme.

Si les travailleurs sont unis, pensent et agissent d'eux-mêmes, nous ne verrons pas le fascisme mais au contraire nous nous achèverons vers une période libérée de l'exploitation et de la domination.

A bas le fascisme !

Liebkecht et Rosa Luxemburg, Landauer et Eisner, Sacco et Vanzetti ainsi que les anarchistes de Chicago ont été assassinés par la réaction et les forces fascistes.

Laissez-nous lutter contre le fascisme, comme nous avons lutté pour Sacco et Vanzetti et la victoire est à nous.

La critique de Heckert contre la social-démocratie était juste, mais Heckert nous a également assuré que ce Congrès n'était pas une manœuvre de Moscou. Nous l'espérons. Si nous avons élu des délégués c'est dans la pensée que ce Congrès serait uniquement une manifestation contre le fascisme international.

Le délégué suisse disait : « Nous devons penser à nos camarades italiens : « Oui, mais nous devons aussi accomplir notre devoir envers toutes les victimes du fascisme sans exception. C'est la notre tâche. Or, les victimes du fascisme sont non seulement des communistes, mais aussi des anarchistes, des syndicalistes et des social-démocrates. »

Camarades, nous devons être impartiaux.

Le Congrès antifasciste ne doit pas être le congrès d'un parti politique, mais la réunion de toutes les forces prêtes à lutter contre le fascisme.

Je suis moi-même l'expression vivante de cette pensée, moi qui, comme je le disais tout à l'heure, représente des communistes, des syndicalistes, des anarchistes suédois.

On a fait ici de beaux discours, mais malheureusement on a peu discuté. Nous devrions poser la question de l'unité. Pourrions-nous créer un front unique international dans la lutte contre le fascisme ?

Il y a deux terrains sur lesquels l'unité est, en effet, possible ; c'est la lutte contre le fascisme et celle contre les dangers de guerre. Or lutter contre le fascisme c'est aussi lutter contre les dangers de guerre, de même que lutter contre les dangers de guerre c'est lutter contre le fascisme.

Car le fascisme est un danger de guerre. Barbusse demandait : « Qu'est-ce que le fascisme ? ». Et il avait raison, le fascisme revêt tant de formes diverses. Dans notre Suède démocratique, nous n'avons pas de fascisme proprement dit et pourtant un certain mouvement se fait jour, quoique beaucoup de journaux le contestent, directement inspiré des méthodes fascistes. Des organisations telles que celles des officiers, par exemple, ont un programme d'action nettement fasciste.

Camarades travailleurs, on a beaucoup parlé de politique et surtout de politique parlementaire. On oublie qu'il existe une autre politique, celle des masses ouvrières, qui dit que les travailleurs doivent se défendre eux-mêmes. C'est une politique de classe, celle-là.

La lutte économique est la plus importante, car c'est par elle que les travailleurs pourront conquérir le contrôle de la vie sociale. A l'heure actuelle, il n'existe plus de frontières entre les nations mais une frontière entre le capitalisme et la classe ouvrière à l'échelle internationale. Le capitalisme, de privé est devenu collectif, et il balayera la démocratie en dehors de toute politique, si cette forme gouvernementale ne lui convient plus. Les états fascistes et dictatoriaux sont le résultat de la concentration du capital. Les travailleurs, de leur côté, doivent donc lutter aussi sur des bases économiques.

Réflexions.

Les travailleurs doivent agir eux-mêmes. Aujourd'hui ils se dévouent les uns les autres et produisent des engins meurtriers pour s'exterminer eux-mêmes. Il faut donc que notre propagande s'inspire des mots d'ordre suivants :

1^o Les méthodes parlementaires sont impuissantes à libérer les travailleurs. La libération des travailleurs ne peut être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

2^o Les intellectuels, pas plus que les parlementaires ou les attentats individuels ne parviendront à affranchir la classe ouvrière. La force organisée du prolétariat est, seule, apte à accomplir cette tâche.

3^o Les moyens à appliquer sont donc : la grève, le boycott, le sabotage et la grève générale préparant la révolution sociale.

4^o Il faut exiger le désarmement des bandes qui entretiennent la classe dominante et les marches fascistes — telles que celle de Vienne en Autriche. — Si ces revendications sont contenues, comme il est possible, une forte opposition, les mesures d'action directe (grève, boycott, etc...) s'imposent.

La classe ouvrière, pourvu qu'elle soit unie et fortement organisée doit remporter la victoire.

Camarades, aujourd'hui on condamne, déporte, assassine nos frères. Réalisons l'unité pour les sauver d'abord, plus tard nous pourrions nous occuper de l'histoire. Le jugement de l'histoire, d'ailleurs, condamnera le fascisme.

Sacco et Vanzetti ont péri sur la chaise électrique. Préparons la chaise électrique qui exterminera le fascisme et le régime capitaliste et assurera la victoire des travailleurs.

C. J. BJÖRKLUND.

LES ARTS

Regards contemporains

Tout l'œil implacable de Dieu poursuivant Cain, la plume de M. Camille Maclair flamboie comme un glaive ; elle illumine notre nuit contemporaine, ainsi le croit-il, tous les astres se sont couchés ; le malheur, la misère de l'art ont fondu sur nous ; le ciel n'est plus qu'un noir affreux. La souveraine grâce n'habite plus la terre ; d'autres l'avaient eue en partage ; ils l'ont tant usée qu'il ne s'en peut trouver le moindre petit morceau. Pauvre de nous !

M. Camille Maclair ne peut ôter de ses yeux à jamais éblouis les nostalgies qu'y ont enclos les peintres impressionnistes. C'est un état douloureux pour lui, dont il ne peut, ni peut-être ne veut changer, car il n'est plus jeune. Les enthousiasmes nouveaux ne peuvent le gagner ; absent, somnambule, reculé derrière ce passé, il ne s'agit pas l'objet comme il ne peut croire qu'il se trompe, qu'il est moins généreux étant moins ingénu. C'est à son siècle, c'est aux « jeunes aux dents longues » qu'il fait grief de n'être pas artistes.

Et non seulement cela, mais aussi d'être arrivistes, cabotins, etc...

C'est pour lui une amertume sans cesse renouvelée que de prendre contact avec l'art de cette époque et il ne se fait point faute de le dire dans plusieurs quotidiens avec une ironie dont il faut se méfier, tant il est constant de voir la facilité faire alliance avec l'injustice. En même temps, il ne cesse de rendre hommage aux charmes qui l'ont précédemment touché, et, regrettant en eux sa personne, sa jeunesse, ses affections, toute la matière de son passé, épanoui dans les fumées dernières du romantisme, il ne peut que faire triste figure aux fleurs d'acier du temps présent.

..

Nous n'avons pas eu (et le regrettons) la présence d'esprit de conserver les articles

récemment publiés par cet écrivain ; cela nous chagrinerait ; d'autant qu'avec leur truculence de forme ces vertes charges s'agrémentent de quelques généralités sur l'art.

Pour les critiques, les voici ; disons plutôt : en voici quelques fragments, pas même un résumé, des bribes, et non textuelles...

D'abord M. Matisse : un roublard qui s'entend à vendre fort cher ses « crédits confins » à la clientèle étrangère. Avouons que certaines couleurs, et en particulier celles pour qui ce double agrément, et la sagesse nous conseille de ne pas boudier contre notre plaisir. Cette remarque pourrait se faire à chaque minute et à propos de toute peinture ; elle est un point de vue singulier, parti pris hostile qui ne peut flatter que notre amour de la drôlerie ; mais encore faut-il que nous n'en connaissions pas l'objet pour que notre esprit veuille adhérer au charme de l'épithète.

Cependant, nous avons été charmé par certaines toiles de ce peintre, par la gaîté, la fraîcheur, le choix tout aristocratique de ses harmonies de couleurs, et le fait de leur comestibilité n'a ni embarrassé ni gâté notre plaisir, car « nous ne le savons pas » ; maintenant que nous le savons, nous l'aimons tout autant ; et il nous est bien égal que M. Matisse soit un « malin ». Qui ne l'est pas, malin, parmi tous ces artistes à la cote ? Mais où cela mènerait-il, ce souci d'épluchage des caractères ? A des prix de vertu !

Et voici pour Vlaminck : il n'a jamais su peindre... ses paysages, sommaires et d'un goût affreux valent tout juste les chromes peints sur les devantures de charcuteries... il emploie pour ses ciels du « bleu de blanchisseuse », etc... etc...

M. Maclair veut bien s'étonner de voir certains trouver ces paysages « puissamment romantiques ». Mais il distribue encore quel-

ques pointes au bénéfice de Mme Marie Laurencin dont, à ce qu'il assure, les figures seraient coulées « dans un moule à tarte de forme vaguement ovale ».

Mon dieu, tout cela peut se dire, et bien d'autres choses encore. Mais en bien considérant, cela vaut-il tant de passion, même si l'on pense qu'en choisissant ces trois têtes de Turcs parmi cent autres, le critique n'a pas eu la main heureuse et pouvait frapper mieux... ailleurs ?

..

Il se peut que tous les artistes que vitupère M. Camille Maclair, ces « vases d'élection », ne soient pas la seule vertu, qu'ils aient — comment dire cela — quelque vague et blâmable désir de vivre d'une profession (horrible ! mais le mot est lâché) qu'on ne connaissait pas encore susceptible de triomphes temporels. De telles mœurs, rapetissantes, n'avaient pas encore cours, en son temps de brave homme, et cela à son vif regret, hâtons-nous de le croire.

« De mon temps, Monsieur, on n'arrivait pas » est un des mots dits de peintre qui fleurissent à perpétuité dans les échos de l'art, attribués à Degas, à Forain, à vingt artistes qui ne les ont sûrement jamais prononcés ; il n'empêche qu'ils sont le véritable grief des anciens jeunes devenus vieux contre les jeunes qui le seront demain et qui voudront à leur tour abaisser ce qui monte.

Oubli, oubli, éternelle incompréhension, comme vous êtes humains !

Voilà qu'en effet, maintenant, les jeunes, — les Fauves, comme les appelle M. Camille Maclair, — chose inconcevable, arrivent. L'irascible (et dans le fond, bien doux) écrivain ne le peut accepter, trouvant ces choses incompatibles : l'art, l'argent. Il se souvient alors des difficiles débuts des Manet (petit bourgeois cossu, et pour cela rallié par ses amis, appelé Monsieur Manet), des Monet, des Renoir et des autres camarades du « plein air », de la moquerie, l'incompréhension, le sarcasme, qui ont été le premier lait de cette pléiade aujourd'hui à peu près glorieuse. Mais, que ne s'en souvient-il assez de ce temps des luttes, toutes mêlées aux siennes, et pourquoi ne se demande-t-il pas, lui qui fut si compréhensif, si sensible à ce beau nouveau montant dans le décri général, pourquoi ne se demande-t-il pas si, par hasard, quelque beauté, quelque grâce, quelque ly-

risme obscurs à ses yeux, ne montent pas, eux aussi, parmi l'hostilité et l'incompréhension de lui-même et des siens ?

..

Nous espérons lui voir un jour une âme neuve et printanière. Il verra alors (mais il le sait bien) combien le soulagement de ses humeurs douloureusement entretenues, l'examen libre et sympathique des œuvres, au moins de certaines œuvres, qui ne lui procurent guère aujourd'hui qu'amertume et amertume renouvelée. Car il faut bien lui dire que personne ne croit à son incompréhension foncière, mais à un certain fétichisme, à l'amour grand d'un art qui est tout son passé, son témoin en deçà l'ouragan qui porte ce siècle vers on ne sait quelles chimères, quels renouvellements, quels naufrages.

Il n'y a plus de Rubens, on le sait ; personne n'y contredit, soit, mais il y en a eu un : cela ne suffit-il point ? Pourquoi encore un Rembrandt, un Titien, un autre Delacroix, un autre Corot ? Ils furent des témoins, de très grands témoins, et les voilà passés, avec leurs idéals, leurs visions, fleurs de leur temps. Avec eux, ils ont emporté le secret d'une technique irrémédiablement évanouie. Elle leur permettait, bien mieux qu'à leurs continuateurs, l'utilisation de leurs dons. Toutes leurs qualités intérieures, leur caractère, leur goût, ces impondérables qui font de certains hommes des roseaux comme l'entendait Pascal, s'allèrent joindre à ce fleuve du « métier » pour en composer un flux homogène et complexe. C'était la substance même de leur génie.

Déjà Monet, Degas, Seurat, chercheur fidèle, Renoir, Gauguin et Cézanne (qui ne peut encore, on ne sait pourquoi, emporter sans réticence la sympathie de M. Camille Maclair) ont cherché pendant de longues années de leur vie, à retrouver, avec des réussites diverses, ce terrible « métier », cette technique mythique, ensemble de traditions orales, formules et procédés, littéralement engloutis (à ce qu'il paraît) par la révolution de 1789, cette terrible mangeuse !

Ne nous attachons plus à cette vaine découverte : on peut toujours, par le travail, acquérir assez de métier pour exprimer ce que l'on a à dire.

Et que pourrait-on dire, maintenant, dans ce siècle vingtième, sinon ce que l'on y voit

chaque jour cette beauté toujours présente et renouvelée, fugitive aussi, interceptée par certains êtres plus sensibles que les autres ?

Nous aimons les maîtres, au fond pour eux-mêmes, pour le haut témoignage qu'ils nous apportent des émois de leur temps. Quelquefois nous sommes étonnés, par surcroît, de leur force prodigieuse, de l'ampleur quasi insolite de leurs compositions, des difficultés qu'ils ont dû vaincre, mais nous sentons bien que cette perfection de la technique, agréable si toutefois l'émotion la supporte et lui prête vie, n'est qu'un « luxe » dont l'art peut dans une grande mesure se passer sans que l'œuvre s'en trouve mieux ni plus mal.

Cette question de la technique ainsi réglée (cavalièrement, il faut en convenir) nous trouvons beaucoup plus à notre aise, sous un ciel plus clair et plus neuf, et devant un terrain déblayé de ses chausse-trapes et accidents divers. Si maintenant nous découvrons, nous sentons le beau, ce ne sera plus en fonction d'une habileté ; cette conception, qui devenait facilement le contre-pied de l'art est en déroute et nous nous en accommodons parfaitement.

C'est donc notre tour de témoigner les petits faits quotidiens, les incarnations du présent immédiat, nos paysages bien particuliers, notre rue, ces usines, féroces et implacables molochs dévorant nos ciels de banlieue en même temps que la vie des pauvres hommes...

Nous avons à dire cela, et quelques autres choses encore : nos laideurs, nos souffrances, notre égarment, nos rêves... Et tout cela peut avoir de la majesté, et tout cela peut ne pas être grammatical, classique ; nous n'en demandons pas tant. L'art est un raccourci, parfois une enveloppe. Formes. Des correspondances secrètes nous font aimer quelques riens mal pointés ou une ample imprima son signe avec une belle insouciance de l'orthographe et de la culture, et nous aspirons avec délices ce message fraternel pour enrichir, apaiser ou faire rebondir notre drame intérieur, ce drame qui n'a fleur qu'aux yeux, qu'on nourrit de beauté, et qui constitue le meilleur de nous-mêmes. Encore faut-il qu'il y ait drame, c'est vrai. Mais que pense de cela M. Camille Maclair ?

COULOM.

LA VIE DE L'UNION

PARIS-BANLIEUE

Groupe des 5^e, 13^e et 14^e. — Réunion le mardi 9 avril, à 20 h. 30, salle Barré, 10, rue de l'Arquète.

Ordre du jour : les décisions de l'assemblée générale.

Les élections municipales. Organisation de la campagne du groupe.

Tous les membres du groupe devront être présents.

Appel cordial à tous les sympathisants et lecteurs du « Libéraire ».

Groupe du 47^e et 48^e. — Réunion tous les mardis soirs, à 20 h. 30, l'Indépendance, 48, rue Duhesme (18^e). Mardi prochain, 9 avril, à l'ordre du jour : les résolutions de l'assemblée générale ; les élections municipales (candidatures, etc.). Présence indispensable de tous, militants, sympathisants et lecteurs du « Libéraire », qui sont disposés à nous apporter leur aide et leur concours pour la campagne électorale. Un peu de courage, camarades. Nous comptons sur vous.

40^e, 41^e, 42^e, 49^e, 20^e. — Jusqu'à nouvel avis, le groupe se réunit tous les jeudis à 20 h. 45 précises au local habituel.

Groupe de Livry-Gargan. — Les camarades et sympathisants sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu le samedi 13 avril, à 21 h., chez Coulon, 11, rue de Paris, à Livry. Discussion sur notre action pendant les élections municipales. Exposé de l'anarchisme.

Groupe anarchiste interlocal de Montreuil, Vincennes, Fontenay. — Le groupe a adressé à l'ambassadeur de Bulgarie, l'ordre du jour suivant : « Sensiblement ému par les communications qui lui sont faites des mauvais traitements, violences et persécutions infligés aux détenus politiques de la prison départementale de Sliven (Bulgarie du Sud) au mois de janvier dernier, le groupe tient à élever sa protestation la plus véhémentement à l'adresse du gouvernement bulgare, responsable contre des procédés indignes mis en usage par les fonctionnaires.

Les membres du groupe adressent aux victimes, l'assurance de leur solidarité agissante et leur salut fraternel. »

Le groupe se réunit les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois, salle de la coopérative de l'Amicale, 11, rue des Laitières, Vincennes.

Groupe Libéraire de St-Denis. — Réunion vendredi 5 avril, à 20 h. 30, B. du T., 4, rue Suger.

Groupe anarchiste régional de Villeneuve-Saint-Georges. — Samedi 6 avril, à 20 h. 30, salle du Pont-de-Fer, rue du Pont, à Villeneuve-Saint-Georges, réunion du groupe. Ordre du jour : organisation d'une conférence.

PROVINCE

Lézignan. — Les amis et sympathisants de Lézignan et environs pourront se procurer « Le Libéraire » au bureau de tabac Lafitte, face au café des Sports.

Groupe d'Etudes Sociales de Lille. — Après un long assoupissement, le groupe a repris la lutte avec plus de vigueur que jamais et il entend continuer et même développer son action. Camarades, voulez-vous que l'année 29 soit plus féconde en résultats ? Voulez-vous avoir un groupe solide et actif ? Venez nous aider dans la tâche à accomplir, tous les samedis, à 19 h. 30, rue de Wazemmes, 132.

Nîmes. — Le journal se trouve en vente au kiosque, angle bd Gambetta et bd Amiral-Courbet et au kiosque du bd Amiral-Courbet, face le Bar Cristal-Temple.

Groupes d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Collin, 31, rue des Mursins. Appel aux sympathisants du « Libéraire ».

Groupe de Pénas. — Le groupe de Pénas, se réunit tous les dimanches matin, rue Anne-France, n° 4, au fond de la cour. Librairie Journaux. Appel à tous les sympathisants.

Groupe anarchiste communiste de Toulouse.

Le groupe se réunit tous les samedis à 20 h. 30, au siège, 43 bis, rue Saint-Charles.

Samedi 6 avril, discussion sur la coopérativisme.

Groupe d'achats en commun. Répartition des denrées, le dimanche matin, de 9 h. à 11 heures au siège, 43 bis, rue Saint-Charles.

La Voix de Province

ALSACE-LORRAINE

Pendant quinze jours, les monopoliseurs du patriotisme officiel nous ont servi du Foch à profusion, par la T.S.F., le cinéma et surtout par la grande presse de déformation.

De toutes les feuilles espérancées, c'est le journal « Le Soir » qui, le premier, a reconnu que le peuple en avait marre, car le lendemain des funérailles, Paul Langlois, dans sa rubrique « Petits Pamphlets », écrivait : « Le peuple le plus spirituel de la terre, le nôtre, atterrit hier et aujourd'hui, grâce à sa presse, le maximum de ridicule. »

C'est naturellement « L'Ami du Peuple » qui a battu le record de la propagande pour le sabre et le goupillon ! Depuis la réconciliation de Mussolini avec le pape, on remarque qu'il augmente sa propagande religieuse.

On a dépensé des sommes folles pour les funérailles du « Grand vainqueur », et 150 personnes ont été blessées pour voir le spectacle « émouvant », tandis que des milliers en haillons couchent toujours sous les ponts, aux Halles ou en d'autres lieux de cette même capitale, à côté du luxe le plus insolent et le gaspillage le plus scandaleux ! Parmi ces clochards il y a des vendeurs de l'« Ami du Peuple » ! C'est un million, un million aux « Boys-Scouts de France », tandis qu'à ses pauvres vendeurs, qui sont ses collaborateurs, rien !

Coly tient le raisonnement de tous les exploités : donner des vêtements à ces types-là, qui se noircissent, pour qu'ils se vautrent dans la boue, leur offrir un lit propre serait parfaitement inutile parce qu'ils ne sont plus habitués à un lit, et que dans leur saoulographie ils le saliraient et pourraient se faire du mal en tombant de ce lit !

Un autre journal de bourrage par l'image, l'« Excelsior » reproduisait tous les jours des photos de Foch, entre autres celle d'une statue, représentant le maréchal, due au sculpteur Edgar Boutry. On dirait Bismarck déguisé en général français, une matrique de fasciste à la main disant d'un air hautain : « Je vous ai eu ». Il y avait, paraît-il, une délégation alsacienne-lorraine aux obsèques en surhomme aussi Foch le libérateur de « nos chères provinces Alsace et Lorraine » ses deux pauvres sœurs. En voyant la photo ressemblant à Bismarck on est amené à faire une comparaison. Bismarck a dit aussi « Je vous ai eu », il a fabriqué les « lois scélérates », les curés étaient bien payés, les fonctionnaires et les officiers aussi. C'était le régime du sabre et du goupillon. Le censeur supprimait les articles de presse et le commissaire les réunions ! On admirait ce peuple de France qui avait su conquérir de haute lutte sa liberté en démolissant les bastilles et le jour qui nous amena le régime de Liberté-Egalité-Fraternité était presque salué avec une joie sincère. Que reste-t-il de tout cela ?

Les curés profitent toujours d'un régime de faveur, le sabre et le goupillon sont toujours les maîtres !

Le sculpteur Edgar Boutry a bien réussi sa statue ! — Apdal.

ORLEANS

Ombres noires

L'Internationale Noire vient de passer une bonne période et les beaux jours des Chevaliers de l'Eclairage ne sont pas terminés. Rameaux, semaine sainte, Pâques fleuries sont passés.

MM. les esoutants étaient par la même occasion le retour légal des Congrès qui n'ont pas dû trop souffrir de ce voyage et leurs regards et toutes leurs pensées s'envolèrent vers les fêtes Johanniques, qui le 8 mai prochain, à Orléans, doivent être l'apothéose de l'empire cléricale. Belles recettes à encaisser pour la gent noire, consécration de leur puissance et que de vires à confesser.

Hélas ! ces messieurs avaient mis leur espoir dans le maréchal Foch qui devait surélever ces fêtes — mais la grande fauchuse Egalitaire a dégué leurs projets. Le saint maréchal n'est plus... et il est profondément regrettable que lui et ses pareils n'aient pas été rappelés à la droite de Dieu ou du Diable quelque quinze ans plus tôt. Les Orléanais se rappellent sa venue à Orléans un jour de 8 mai, aux temps béni pour la cléricature du Bloc national.

Ce pauvre maréchal laisse dans l'embarras une veuve et des orphelins. Notre gouvernement républicain, démocrate, laïque, etc., ne pouvait supporter cela et a décidé de faire à la maréchale en question une rente de cent mille francs (100.000 fr.) par an. Espérons que malgré cette modeste somme, Mme Foch, veuve d'un commandant d'écadromes à côté duquel Napoléon III paraît un enfant, ne sera pas obligée d'aller prostituer ses bras en usine pour vivre. Et le demandeur si au point de vue social un maréchal de France est plus utile qu'un cultivateur ou un boulangier et qu'elle est la rente que la société actuelle devrait servir à la veuve d'un travailleur ou au travailleur lui-même lorsqu'il est dans l'obligation de s'arrêter de travailler. — Raoul Collin.

TOULOUSE

Réalisons

Depuis longtemps déjà, les libertaires de tous les pays ont porté un peu partout la bonne parole anarchiste, exposé la noblesse de notre idéal, luttant sans cesse contre tous les profiteurs du régime, démontrant avec preuves en main les mensonges et la duplicité des marchands de bonheur à bon marché, tout cela avec le seul bénéfice des sacrifices et des angoisses de prison distribuées largement par cette classe qui déshonore l'humanité et que le peuple, par sa naïveté, envoie prendre les guides du char du pays, sous l'œil vigilant des magnats de la finance.

Et nous continuons encore, ce qui est bien, car nous sommes de ceux qui prétendons que notre pensée ne nous appartient pas à nous seuls et qu'il est de notre devoir de la faire connaître à tous. Mais, à côté de cela, il faut essayer de faire mieux et prouver que nous sommes capables de réaliser.

A Toulouse, nous avons commencé et nous espérons qu'avec la ténacité et la volonté de tous les copains, nous réussirons à démontrer aux travailleurs que les anarchistes ne sont pas que des rêveurs, mais qu'ils veulent, en attendant, dans la société actuelle, réaliser, vivre un minimum d'anarchie possible.

Après notre librairie qui, de par la vente publique à la rue va en progressant, tel que l'atteste le dernier compte rendu financier publié dans le « Libéraire », le groupe d'Achats en Commun, « point de départ de la coopérative », fera ouvrir les yeux à tous ceux qui nous observent : à tous les sympathisants qui hésitent à venir parmi nous, parce que nous ne convenons des possibilités de mettre nos idées en pratique. Combien de fois avons-nous entendu dire, dans nos réunions, à l'usine, au chantier, par des camarades aspirant à un peu plus de bien-être, que le bonheur du peuple ne pourra être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et qui ta-tout-encore « avec juste raison, peut-être », avant de s'élever, d'épouser nos conceptions et devenir des militants dévoués et actifs de nos idées. Le meilleur moyen, pensons-nous, pour les y amener, c'est l'exemple de réalisation. Mais si nous voulons grossir nos groupements avec tous nos sympathisants, il faut d'abord consolider, rendre actifs et vivants nos groupes, fédérations et union. Dans tous les articles et encore dans le dernier, « Où en sommes-nous ? » paru dans le « Libéraire » du 22 février, tous les camarades enregistrent le message qui plane sur notre mouvement et qui devrait nous servir de garde, avant qu'il ne soit trop tard.

De tout temps, la discussion, la dissémination sur tel mot ou sujet, ont occupé dans nos réunions une trop large part de temps et cela nous arrive à solutionner le problème, sinon à décourager bon nombre de copains, parce que nous n'avons pas su les encourager par des preuves palpables que nous n'étions pas des contemplateurs, mais que nous savions enrayer le mal qui rongait l'humanité.

Donc, il est temps de réagir à la fois de la théorie et de la pratique. Que chacun agisse selon ses possibilités et continuons, camarades, dans nos localités, et créons dans les autres cette œuvre de propagande qui remplacera avantageusement les parolottes et questions de personnalité dans lesquelles prennent naissance la haine et le découragement.

Alors, peut-être, nos groupes se verront augmentés de nouvelles unités pouvant supporter les lourds sacrifices qu'exige notre propagande et hâter le jour de notre libération par l'abolition de tout ce qui nous opprime et nous affame, pour un peu plus de bien-être et de liberté.

En attendant, dans la mesure de notre possible, réalisons.

A. Miranda.

Communications Diverses

La phalange artistique donnera la dernière représentation de la tragédie d'Ernest Toller « Hinkemann », le mercredi 10 avril à 21 heures, à la salle Adyar, 4, square Rapp.

Prix des places : 8 fr. (location à la salle).

Le secrétaire général :

61, rue des Lias (Bagnole).

Lyon. — Groupe des causeries populaires de Lyon, 171, rue Duguesclin, La Rationalisation chez les techniciens, dans les organisations sociales, dans les partis, les diverses C. G. T., les gouvernements, il est discuté de cette rationalisation ! ! ! Qu'est-ce que la rationalisation ?

Un moyen de régression de notre époque contre l'émancipation, l'évolution des hommes. Nous vous convions à assister à la grande conférence publique et éducative par Henri Fourcade, militant syndicaliste qui aura lieu

le vendredi 12 avril 1929 à 20 h. 30, salle des fêtes de la mairie du 3^e arrondissement, rue Duguesclin, Lyon.

Il sera démontré que nous allons vers l'homme-machine.

La contradiction courtoise est toujours admise. Participation aux frais : 1 franc.

Fédération Espéranciste Ouvrière. — Lundi : 15 avril à 20 h. 30, réunion du groupe espoir, président du Comité d'organisation du Congrès : d'Eau, salle A, des cours professionnels : Avid, pré : Ce la Sudanoj.

CONTRE LE TABAC

VI^e Congrès International contre le tabac du 2 au 5 avril 1929, au musée social, 5, rue Las-Cases, Paris VII^e. Programme : mardi 2 avril, à 20 h. 30, au musée social : séance d'ouverture. 1^{er} discours de M. le Dr Légrain, président du Comité d'organisation du Congrès ; 2^e discours de M. le Dr Stoklasa, de Prague, président de la Ligue internationale contre le tabac ; 3^e discours de M. Rolf Horn, secrétaire général du Comité d'organisation du Congrès sur le rôle et l'organisation de nos Congrès internationaux contre le tabac ; 4^e conférence de M. le Dr Georges Petit, président d'honneur du Comité d'organisation du Congrès, sur l'action pathogénique du tabac. Mercredi 3 avril à 9 heures, au musée social : La Femme et le Tabac ; 4 et 5 avril, suite des débats.



LES LIVRES

L'« HONNETE » POINCARÉ, par Fernand Kolney (aux éditions de l'Épi).

Ce n'est pas un livre, c'est un pamphlet. Je l'ai lu d'un jet. Quoique l'on n'ait guère d'illusions sur les qualités morales de nos gouvernants, lorsque l'on ferme cet ouvrage l'on ne peut que dire : Quelle pourriture !

L'auteur utilise une méthode rationnelle pour arriver par des déductions, des comparaisons, en s'appuyant sur des faits connus et vérifiables, pour expliquer les gestes publics, l'attitude politique par les mille influences particulières et les vices cachés des hommes qu'il met en cause. Il est impossible, selon lui de séparer l'homme politique de l'homme privé. Les besoins, les tendances multiples de celui-ci éclairant et expliquant les gestes de celui-là. Chaque acte qui paraît étonnant pour celui qui ignore a des causes profondes, des mobiles puissants qu'il s'essaie à fixer ; Kolney les recherche afin de comprendre pour expliquer.

L'« honnête » Poincaré nous montre de quelle façon gouvernent les hommes politiques corrompus qui gèrent aujourd'hui la France. Politiciens tarés, plats valets à la solde des plus offrants et des maîtres-chanteurs qui aiment la France à la manière des maquereaux et du père Ugolin.

Ouvrage utile qui devrait être lu par tous. Il est bon de dépouiller les idoles de leurs oripeaux et de les montrer à poil... tels qu'ils sont, et non tels qu'ils semblent être. — B. A.

Recrutez Chacun

Un nouvel ABONNÉ

Vous doublerez notre force de

PROPAGANDE

C. G. T. S. R.

DANS LE S. U. B.

Réunion du Conseil général du S. U. B. le jeudi 11 avril à 18 heures, salle de Commission, 4^e étage, Bourse du Travail.

Commission de contrôle. — Ce soir vendredi 5 avril, à 18 heures, au siège, bureau 10, 4^e étage, Bourse du Travail, réunion de la Commission de contrôle.

Permanence du dimanche. — Dimanche 7 avril : Giraud, Rend ; dimanche 14 avril : Desmurières ; dimanche 21 avril : Castellet.

Réunions des sections suivantes : Le mardi 9 avril, à 18 heures :

Menuisiers : salle de Commission, 1^{er} étage, Bourse du Travail.

Serruriers, construction métallique : salle de Commission, 2^e étage, Bourse du Travail.

Le mercredi 10 avril, à 18 heures :

Gardeurs faïenciers : salle Henri-Perrault, Bourse du Travail.

Peintres : Bourse du Travail.

Commission du Journal : La Commission se réunira le mardi 9 avril, à 18 heures. Les copains ayant de la copie pour le « Proletaire » doivent la faire parvenir à la permanence pour cette date dernier délai.

Documentation syndicale

Nos camarades ne marqueront pas de se féliciter de l'heureuse initiative qu'a eue « Le Revue Ouvrière » de Nancy de rééditer les brochures ci-dessous. Nul doute qu'ils ne leur assurent toute la diffusion désirable :

FERNAND PELLOUTIER

LES SYNDICATS EN FRANCE 0,30

EMILE POUGET

L'ACTION DIRECTE 0,30

LE SYNDICAT 0,30

LES BASES DU SYNDICALISME 0,30

LE PARTI DU TRAVAIL 0,30

en vente à la librairie d'Éditions sociales, 72, rue des Prairies, Paris, 10^e.

TRIBUNE SYNDICALE

Le droit syndical existe-t-il ?

Mon ami Le Pen examine aujourd'hui cette question du droit syndical sous un de ses aspects : la faculté légalement reconnue pour les ouvriers de se grouper pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux. Nous examinerons dans un avenir prochain l'autre aspect du droit syndical dans le sens où il s'oppose au droit capitaliste et dans lequel il puise toute sa valeur. — A. G.

La question peut sembler bizarre. Après examen elle ne l'est pas. En regard de la sacro-sainte légalité il semble qu'une loi garantisse ce droit basé sur un état de fait et une réelle utilité. En réalité, comme toutes les lois bourgeoises, confuses et compliquées à souhait et dont les nombreux méandres permettraient même de bonne foi aux esprits les mieux intentionnés de n'y guère s'y reconnaître, et à plus forte raison, excellent terrain pour les coquins.

« Ils sont légions », y compris les ministres à tourner, à ne pas appliquer ou les violer, cela pour les lois ordinaires qui, d'une façon générale, ne sont que des mesures légales destinées à protéger les privilèges et l'autorité capitaliste au détriment des déshérités. En ce qui concerne celles dites ouvrières ou sociales, où une confusion, une complication plus grande des textes se contredisent et s'anulent. Elles ont l'avantage pour les bourgeois de ne pas comporter, sinon d'une façon dérisoire de sanctions contre les délinquants patronaux, même dans ce qu'elles ont de moins discutables ; les lois votées, lorsqu'elles heurtent les intérêts capitalistes, la raison d'État, peuvent être inappliquées ou violées sans ménagement.

« J'ai jusqu'à l'illégalité », disait le ministre Briand, auteur de la proposition de grève générale, à propos de la grève des cheminots en 1909. Déclaration appuyée par celle récente de Tardieu sur la loi de laïcité.

Ainsi, outre que l'application des lois comporte des interprétations toujours favorables aux puissances d'argent, elles peuvent être abrogées quand les gouvernements le veulent. Les lois sociales et ouvrières ne sont que la légalisation d'un état de fait existant. Cette reconnaissance est d'autant rapide et durable qu'elle repose sur une force et une conscience ouvrières. Que celles-ci viennent à s'anémier, à disparaître, alors le droit est méconnu, la loi faiblit. Les grands maîtres en sociologie, les croyants, les farceurs du dogme de la loi ont beau en chanter les mérites, en assurer la solidité et la durée, cela n'empêche nullement lorsqu'elles ne sont plus étayées de la force et de conscience ouvrières de croquer lamentablement. Dans la caverne des sociétés modernes civilisées et policées, dit-on, la force vaille sur la brute des anciennes cavernes est la seule chose qui puisse imposer le respect. C'est d'ailleurs sur le principe de la force et de la violence qu'est basée la société capitaliste. Aussi peut-on compter combien illusoire la raison et la vérité apparaissent dans l'esprit du patron et des gouvernants pour la préparation et l'application des lois. Il faut toute la mauvaise foi de certains réformistes, la naïveté des croyants du Messie parlementaire pour ne pas voir clair et se refuser à croire à d'aussi simples vérités.

Des milliers d'exemples pourraient étayer cette thèse, quelques-uns suffiraient non pas à convaincre ceux qui ne veulent et ne peuvent l'être, mais ceux qui n'ont pas d'intérêt à ne pas l'être. Qui d'entre les militants au cours de son existence n'a pas fait l'expérience d'être refusé à l'embauche ou au travail, parce que syndiqué lorsque la solidarité des camarades était défaillante et n'imposait pas au patron le respect de la volonté et de la conscience ouvrière.

Inutile d'indiquer de quelle façon le droit syndical est respecté par le patronat au lendemain de grève malheureuse. Les travailleurs n'ayant pourtant fait qu'user d'un droit soi-disant reconnu.

Il a suffi à maintes reprises, à chaque grève pourrait-on dire, et tout dernièrement à Bordeaux qu'une délégation ouvrière dûment mandatée aille trouver un patron pour lui exprimer le désir que leurs camarades aient de ne pas travailler avec quelques jaunes inconscients pour être arrêtés peu après pour entrave à la liberté du travail et sévèrement condamnés.

C'est une méthode très fréquemment appliquée.

Nul n'ignore que dans les grands bagnes métallurgiques et autres, le mouchardage et l'espionnage sont institués ; qu'en dehors des fiches signalétiques des fouilles sont opérées dans les placards, dans les effets des travailleurs en vue de rechercher les syndiqués.

Et, enfin, comme couronnement à cette méconnaissance, à cette violation du droit syndical, le préfet de police Chiappe vient de décréter l'interdiction de distribution de tracts, journaux, devant les chantiers, usines. Or, chacun sait que c'est à peu près l'unique et meilleur moyen de toucher les adhérents et de faire recrutement et propagande syndicale. C'est bien en atteinte la plus caractéristique au droit syndical, ce qui d'ailleurs ne semble pas émouvoir les partisans de la fameuse formule d'intérêt général qui quiets et béats en leurs bureaux s'imaginent ou laissent croire que la loi protège le droit syndical.

Ceux qui ne partagent pas cette conception ne manquent pas d'être assez inquiets. Ils se demandent, étant donné l'état d'esprit des gouvernants nettement réactionnaires, l'inertie, le confusionnisme du mouvement ouvrier, si demain, en dehors d'un syndicalisme mutualo-collaborationniste, un autre syndicalisme d'action révolutionnaire et selon la charte d'Amiens, destiné à lutter pour l'émancipation des travailleurs et la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme ne sera pas jugé comme subversif.

L'attitude des gouvernants lors des événements cléricaux-chauvins, même sur la question des assurances sociales où le roubillard Loucheur a montré le peu de souci qu'il avait des intérêts ouvriers sont autant

d'exemples, qui doivent nous servir d'enseignement et nous donner la valeur de la probité de la bonne volonté des gouvernants.

On peut donc dire que comme l'ensemble de minces avantages ouvriers obtenus à grand-peine, le droit syndical est menacé, qu'il n'est plus toléré que sous des conditions draconiennes et sous des formes émasculées.

Qu'on ne s'imaginer pas de me croire ennemi de lois susceptibles d'améliorer le sort des travailleurs. En dénonçant simplement les infractions, les violations continuelles dont il est l'objet, je démontre la fragilité et l'ineffectivité d'un droit reconnu aux yeux de tous. Je ne fais qu'attirer l'attention et susciter la vigilance de la classe ouvrière. Une période de réaction active semble s'ouvrir, qui menace de faire table rase des droits les plus légitimes des travailleurs.

Le devoir des militants est de jeter l'alarme à l'heure du danger, de dénoncer la duplicité d'une conscience patronale d'une honnêteté des Pouvoirs publics. Le droit le plus légitime, la liberté la plus sacrée pour les travailleurs n'ont d'autre garantie sérieuse que leur conscience et leur force organisée. A l'oublier, ils peuvent se réserver de fâcheuses surprises.

S'il est normal que le capitalisme et la réaction cherchent à assurer davantage leur privilège, leur domination, il l'est également pour la classe ouvrière de rechercher dans la clarté, la vérité, la formule propre salut et ne considérer que comme illusoire et chimérique la formule d'intérêt général quand l'antagonisme des classes se manifeste avec une violence sans cesse accrue.

LE PEN.

C. G. T. S. R.

L'incurie Administrative

La comédie brodée sur la loi Loucheur compte donc son bonhomme de chemin.

De ce de la, des gens au tempérament impétueux, (nous voulons dire de ceux qui, pour leur mal s'efforcent de faire le bien des prolétaires) triturent et pétrissent cette loi maudite.

Jusqu'à présent nous attendons le premier coup de pioche, le premier moellon posé de cette nouvelle entreprise Panamiste.

Car, enfin, tout est là depuis le vote de la loi, 13 juillet 1928, on n'a rien fait que dilapider des millions dans des parodies appelées pour la circonstance, commissions.

Résultat, rien de rien, égal : néant.

Si l'on en croit un certain Lator François, bonhomme au Conseil municipal, 18.000 logements, bon marché doivent prochainement être édifiés ainsi que 20.000 à loyer moyen. Alors qu'il y a plus de petites bourses que de moyennes l'on prend plaisir à faire précisément le contraire de ce qu'il faudrait faire.

Un peu plus loin, le même Lator François ne parle plus que de 5 à 6.000 logements et d'une dépense de 500 millions. Voilà ce que le bonhomme appelle du bon marché ! Qui trompet-on ?

Braves gens qui croyez à ce que nous appelons une duperie, voici encore des chiffres ! Pour deux pièces seulement il est prévu un loyer de 2.500 fr., or quel est le travailleur qui peut se permettre de payer un tel loyer ? Aussi, il se trouve que nos prévisions étaient justes, car les squalides donnent à pleine gueule leur appétit étant insatiable et la danse des millions des contribuables commence.

Les coffres-forts et les poches s'entrouvent prêts à y engouffrer l'argent des cochons de payants.

Parmi les requins de l'entreprise qui sollicitent la construction de ces soi-disant H.B.M., citons Guillemot, Froment-Clavier, et une firme allemande Allegemeine Baugesellschaft, Lentz et Cie.

Pour les loyers moyens sont sur les rangs : Bardin de Laon, Chouard et un consortium de filibustiers dont les noms nous échappent.

Certainement ce n'est pas avec ces exploités que la journée de 8 heures sera respectée et que le tarif régional de 7 fr. l'heure sera appliqué au gars de la bâtisse.

Nous ne partageons pas l'optimisme du Lator François surtout lorsqu'il fait confiance à Loucheur. Or pour une première tranchée de construction portant sur 15 hectares.

Il y aurait un moyen de faire vite et à un prix de revient bien moindre que celui fixé par le projet ; ce serait de faire construire en Régie Directe.

Mais ici les Services d'Architecture de la Ville de Paris s'y refusent systématiquement, Sauron-Ion Jambou pour.

Et l'on ose parler d'Opération Blanche, alors que les milices noires se constituent chaque jour pour drainer ou mieux pour écouler la petite épargne.

Quant à confort, il sera, pour les petites bourses, réduit à sa plus simple expression, eau, gaz, électricité.

Pour les bourses mieux garnies, il y aura la chauffage central et des ascenseurs.

Contrairement aux assertions des officiels, nous disons et nous affirmons que ce ne sont pas les prolétaires qui seront les premiers servis, mais les bourgeois qui pourront offrir le luxe de payer de 5 à 10.000 fr. de loyer. C'est, d'ailleurs, ce que n'a pas caché de dire un édile réactionnaire.

Ainsi donc du moment que l'Administration seule à qualité pour traiter des futures constructions Loucheur attendons-nous à voir M. Leguichet-Dubureau plongé dans la plus immense gabegie qu'on ait connu à ce jour.

Loucheur peut dormir tranquille sur ses deux oreilles, ses projets seront réalisés